

Pouvoir, classe ouvrière et « dictature du prolétariat »

René Berthier

La dictature du prolétariat est un concept que Marx n'a jamais défini. A l'examen, on s'aperçoit que la formule n'apparaît que très épisodiquement dans son œuvre. On s'aperçoit également que c'est surtout Engels qui en parle, en lui donnant des contenus tellement fluctuants selon les époques que le concept se trouve vidé de tout sens. Le discours lancinant des marxistes sur la dictature du prolétariat est essentiellement une production d'Engels. Lénine et les bolcheviks reprendront le thème d'une manière obsessionnelle

A l'origine, le terme de *dictature* était appliqué à l'autorité absolue exercée par un homme ou une assemblée. Dans la terminologie marxiste, il s'applique à une classe. Techniquement, on ne voit pas comment une classe sociale tout entière, quelle qu'elle soit, peut exercer une dictature. Il faut donc qu'un homme ou une assemblée, une minorité prétendument éclairée, exerce la « dictature » *au nom* de la classe sociale. Une question vient alors à l'esprit : qu'advient-il des personnes qui affichent un désaccord avec les orientations choisies par le groupe d'hommes exerçant la dictature *au nom* de la classe sociale, même s'ils appartiennent à cette classe.

La première question qui se pose est de déterminer comment est désigné ce groupe d'hommes qui exercera la

dictature *au nom* de la classe ouvrière. On en vient inévitablement à se demander si la « dictature du prolétariat » n'est pas une formule rhétorique servant à masquer toute réflexion sur les formes politiques et économiques par lesquelles la société socialiste s'édifie et à légitimer l'exercice, par une minorité autoproclamée, du pouvoir sur la classe ouvrière.

On sait comment l'expérience historique a répondu à ces questions.

Un concept fluctuant

La première apparition, dûment répertoriée comme étant de Marx, du mot « dictature » associé à la classe ouvrière se trouve en 1850 dans les *Luttes des classes en France*. Marx emploie le mot « dictature » seize fois dans cet ouvrage, dont deux appliquées à la classe ouvrière. Elle apparaît comme un concept tout à fait polyvalent correspondant à un si grand nombre de contextes qu'elle cesse totalement d'être opérante : « dictature de la bourgeoisie », « militaire », « du sabre sur la bourgeoisie », « de la bourgeoisie sur le sabre », « de Cavaignac », « dictature législative », etc. Et aussi « dictature de la classe ouvrière », « dictature de classe du prolétariat ». Exercent ainsi la « dictature » tour à tour une classe (bourgeoisie, prolétariat), un groupe constitué (assemblée législative, armée), un individu (Cavaignac).

On retrouve l'idée de dictature trois fois également, en 1850, dans le *18 Brumaire*, sous la forme de « dictature de Cavaignac », de « dictature parlementaire de la bourgeoisie » et de « dictature des républicains bourgeois ». Mais pas de « dictature du prolétariat ». Le caractère extrêmement varié des contextes auquel est appliquée l'idée de dictature a cependant un dénominateur commun : elle signifie simplement « pouvoir ».

L'expression « dictature parlementaire » d'une classe, quelle qu'elle soit, semble paradoxale. Une classe sociale peut,

à travers le parlement et ses représentants élus, exercer le *pouvoir*. De nombreuses astuces de « technologie électorale » – que Bakounine a bien décrites – peuvent lui permettre de pérenniser ce pouvoir : découpages électoraux, alliances électorales, etc. Mais le terme de « dictature » semble inapproprié. Il faudra cependant conserver cette idée, car Marx et Engels, surtout ce dernier, envisageront, parmi d'autres éventualités, la voie électorale pour parvenir à la « dictature du prolétariat ».

Chez Marx, l'expression « dictature du prolétariat » qu'il a reprise à Blanqui est directement héritée de la philosophie des Lumières et de ses réflexions sur la Révolution française. Dans la philosophie du XVIII^e siècle imprégnée de civilisation romaine, la dictature était un concept qui s'opposait à la tyrannie. Les philosophes des Lumières se sont tournés vers un souverain autoritaire, qu'ils entendaient conseiller, pour établir le règne de l'harmonie. Il faut se rappeler qu'on parlait alors de « despotisme éclairé ». De fait, le concept de « dictature du prolétariat » relève beaucoup plus de la notion maintenant archaïque de despotisme éclairé que d'une forme moderne d'exercice de la souveraineté populaire.

Dans la Rome antique, la dictature était un pouvoir d'exception attribué à un homme pour un temps limité. Marx fut également frappé par l'exemple de la dictature politique exercée au moment de la Terreur par les couches les plus basses de la population parisienne. A ce sujet, il écrit en 1847 :

« ...le régime de la Terreur ne devait servir en France qu'à faire disparaître comme par enchantement, sous ses puissants coups de marteau, les ruines féodales du sol français. Timorée et conciliante comme elle l'est, la bourgeoisie ne fût pas venue à bout de cette besogne même en plusieurs décennies. Par conséquent, l'action sanglante du peuple n'a fait que lui préparer les voies ¹. »

¹ « La critique moralisante ».

C'est incontestablement cet exemple historique qui inspire Blanqui lorsqu'il parle de « dictature de la plèbe », que Marx reconconditionnera en « dictature du prolétariat »². Il s'agit d'un épisode de la Révolution française pendant lequel la plèbe a bousculé avec une extrême violence tous les restes de la société féodale, objectif que la bonne bourgeoisie aurait été incapable de réaliser. Mais en l'occurrence, la plèbe a fait le travail d'une autre classe, la bourgeoisie. La question est donc posée – que Bakounine posera, d'ailleurs : pour quelle classe la « dictature du prolétariat » fera-t-elle le travail ?

Le caractère sophistiqué du discours sur la « dictature du prolétariat » chez les marxistes après Marx apparaît clairement dans un texte de Jules Martov intitulé « Marx et le problème de la dictature du prolétariat ». L'expression y est mentionnée douze fois sur quatre pages³. L'auteur explique ce que Marx entendait par là. Il cite Kautsky qui explique ce qu'est la dictature du prolétariat à laquelle Marx et Engels, selon lui, « aspiraient dans leurs premiers ouvrages ». Il montre que « leur conception initiale de la dictature du prolétariat se plaçait, indéniablement sous l'influence de la tradition jacobine de 1793 ». Il souligne qu'en 1848 Marx et Engels avaient une conception blanquiste de la « dictature du prolétariat » mais que la Commune de Paris leur a fait changer d'avis. Il s'oppose à la conception qu'avaient « Bernstein, Jaurès et bien d'autres » de ce terme.

En somme il fait un commentaire de ce que lui-même pense que Marx pensait de la « dictature du prolétariat », de l'interprétation qu'en faisaient d'autres après lui, sans jamais même citer une phrase où Marx en parle. C'est là un procédé caractéristique des auteurs marxistes. Certes, on trouve des

² La tradition jacobine inspire Blanqui lorsqu'il parle de « dictature de la plèbe », c'est-à-dire « ...celle d'une minorité prolétarienne ultra-centralisée, appuyée sur une milice ouvrière armée, et gouvernant de Paris sans assemblée délibérante jusqu'à ce que par une éducation nouvelle le champ prolétaire soit débarrassé des mauvaises herbes bourgeoises et monarchiques » (M. Collinet, *La tragédie du marxisme*, Calmann-Lévy.).

³ Une fois tous les 300 mots.

citations de Marx : Martov les appelle à témoin pour montrer que Marx soutenait (« appelait de ses vœux ») la « dictature du prolétariat », mais il n'y en a aucune où il évoque la « dictature du prolétariat ». Et chaque fois que Martov commente l'expression, il commente des passages où Marx parle en fait de la question du pouvoir, d'une façon générale. Alors pourquoi ne pas simplement parler de « pouvoir » ? On verra que si Marx parle occasionnellement de la « dictature du prolétariat », il ne l'a jamais « appelée de ses vœux ». Ceux qui l'« appellent de leurs vœux », de manière souvent lancinante, ce sont les intellectuels petits-bourgeois du parti qui y voient la forme enfin trouvée par laquelle ils exerceront, eux, le pouvoir.

Pour que le terme de « dictature » employé dans *Luttes des classes en France* ait un sens, il conviendrait de trouver un dénominateur commun à tous ces contextes. Il suffit, dans tous les cas mentionnés sauf trois, de remplacer « dictature » par « pouvoir » et on a un équivalent acceptable. Dans tous les autres cas, le terme « dictature » est inutile ou inapproprié. La question de savoir pourquoi Marx, et surtout ses successeurs, emploient le terme de « dictature » au lieu de « pouvoir » ne relève pas, à notre sens, de l'analyse politique mais de la psychologie. Nous ne nous égarerons pas sur ce terrain.

Lorsqu'un problème survenait, Trotski demandait : « Quelle est l'explication sociale ? » L'explication sociale de l'emploi obsessionnel, par les intellectuels petits bourgeois qui formeront les cadres de la social-démocratie, d'un concept que Marx n'utilise que quatre ou cinq fois, tient sans doute au fait que c'était la forme sous laquelle ils allaient exercer le pouvoir *sur* la classe ouvrière.

La seule occurrence où le mot dictature conserve un sens, c'est dans l'expression « dictature de Cavaignac ». On pourrait y ajouter la « dictature militaire », qui survient deux fois dans le texte des *Luttes des classes en France*, mais « pouvoir militaire » pourrait également convenir.

En tout état de cause, l'idée de dictature exercée par une classe sociale est un abus de langage. Seul un homme, ou un groupe restreint d'hommes peut l'exercer, éventuellement au nom d'une classe ou d'une couche sociale donnée. Dans l'optique de Marx – mais il ne le dit pas expressément – le seul groupe restreint d'hommes susceptible d'exercer la dictature au nom du prolétariat est le parti communiste. Il conviendrait donc plutôt de parler de « dictature du parti communiste », mais évidemment, ça passe moins bien. Mais dans la réalité, c'est de cela qu'il s'agit.

Compte tenu de l'ampleur de l'œuvre de Marx – quatre volumes publiés jusqu'à présent dans l'édition de la Pléiade – la « dictature du prolétariat » y est remarquablement rare⁴ pour un concept qui passe pour être aussi essentiel à la doctrine, et elle est présente surtout dans la période qui se situe immédiatement après la révolution de 1848, c'est-à-dire dans la période où Marx est influencé par le blanquisme.

Ainsi, parlant du journal *Le Moniteur*, Marx écrit dans *Les luttes des classes en France* :

« A ses revendications, outrées par la forme, puérides par le contenu et par là même encore bourgeoises dont il voulait arracher la concession à la révolution de Février, se substitua l'audacieux mot d'ordre de lutte révolutionnaire : *Renversement de la bourgeoisie ! Dictature de la classe ouvrière*⁵ ! »

On sent bien que l'emploi du terme de « dictature de la classe ouvrière » ne le choque pas, mais il ne s'agit pas de sa part d'une *revendication* explicite de la formule. La « dictature

⁴ Je ne fais évidemment pas allusion aux notes, commentaires et autres exégèses ajoutées par d'autres que Marx dans les différentes éditions de ses œuvres, et qui toutes érigent en système un concept qui n'apparaît que quatre ou cinq fois dans l'ensemble de ses titres et qui n'est *jamais* explicite.

⁵ Marx reprend ce texte dans un article publié par la *Neue Rheinische Zeitung* de janvier 1850.

de la classe ouvrière » apparaît plutôt comme une tendance, ou un phénomène qu'il observe et dont il rend compte. Cependant, que les révolutionnaires de 1848 aient réclamé la « dictature de la classe ouvrière » reste encore à voir.

Boris Souvarine écrit que Marx n'évoque que « deux fois la dictature temporaire du prolétariat, non d'un parti quel qu'il soit, et incidemment, cinq lignes dans une lettre privée, autant dans ses notes critiques sur le programme social-démocrate de Gotha ». Ce qui représente, selon Souvarine, que « quinze lignes dans les 38 gros volumes in-octavo des œuvres de Marx et Engels (en russe) »⁶. Cela fait peu de matière pour construire toute une doctrine sur ce concept.

Dans le *Manifeste communiste*, la principale réclamation dans le domaine institutionnel est la démocratie politique, c'est-à-dire un régime représentatif. Cette revendication peut être éventuellement satisfaite par la violence, par la révolution, mais la révolution dont il s'agit est celle qui renverse le système féodal : c'est la révolution démocratique bourgeoise. Les formules parfois un peu radicales employées dans le texte ont quelque peu masqué le fond. C'est ce qui explique la phrase du *Manifeste* : « La révolution bourgeoise allemande ne saurait être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne. » Bien entendu, le caractère « immédiat » de la succession des événements ne relève que du vœu pieux.

Dans son projet de « Catéchisme » (1847) qui fut un premier jet pour le *Manifeste*, Engels dit simplement que le suffrage universel assurera la domination de la classe ouvrière dans les pays où celle-ci est majoritaire. Dans les pays où le prolétariat est minoritaire, sa domination sera assurée indirectement par l'alliance avec les paysans et avec les petits-bourgeois qui dépendent du prolétariat en ce qui concerne leurs intérêts politiques, et qui devront par conséquent « se soumettre rapidement aux revendications de la classe ouvrière ». C'est un peu naïf.

⁶ Boris Souvarine, *Le Stalinisme*, Spartacus, 1964, page 9.

Engels précise qu'alors une deuxième révolution sera peut-être nécessaire, mais que celle-ci ne pourra se terminer que par la victoire du prolétariat. Or, précisément, l'observation attentive de la situation politique de l'Allemagne conduit Bakounine à la conclusion qu'une alliance politique avec la petite-bourgeoisie ou avec la bourgeoisie radicale sur des bases parlementaires conduit inévitablement à l'assujettissement du prolétariat aux couches avec lesquelles il s'allie. Les vitupérations d'Engels, à la fin de sa vie, contre l'influence petite-bourgeoise dans le parti social-démocrate confirment plutôt ces craintes.

En 1848, la classe ouvrière française s'est trouvée complètement isolée après les élections à l'Assemblée constituante, face à une chambre composée d'une écrasante majorité de paysans et de petits-bourgeois hostiles qui, par surcroît, n'avaient aucune intention de se soumettre aux revendications du prolétariat et qui ne se sentaient pas dépendants de lui pour ce qui concernait leurs intérêts politiques – contrairement à ce que suggère Engels dans son « Catéchisme révolutionnaire ». Il est vrai qu'ils n'avaient pas lu le « Catéchisme », ni le *Manifeste*. Dès lors, Ledru-Rollin, au journal duquel collaborait Engels, devient un traître, un couard, tandis que Blanqui, jusque-là ignoré, devient le « chef du parti prolétaire ». La conquête de la démocratie cède la place à la « dictature du prolétariat », expression empruntée précisément à Blanqui qui, lui, parle de la « dictature de la plèbe ». Marx à la même époque empruntera aussi au Français la notion de révolution permanente.

Proudhon a été traumatisé par la répression féroce de l'insurrection ouvrière de juin 1848. Au contraire de Marx il se trouvait dans une situation où la classe ouvrière jouait un rôle déterminant. Au contraire de Marx également, il a fait l'expérience de l'action parlementaire puisqu'il fut élu à l'Assemblée. C'est précisément cette expérience qui lui a démontré l'incapacité du régime représentatif à régler la « question sociale ».

Comme Proudhon, Marx a été traumatisé par la répression de l'insurrection de juin 1848. Là se trouve peut-être le déclic qui le fait passer de la notion de « domination » (*Herrschaft*) du prolétariat, présente dans le *Manifeste communiste*, à celle de « dictature » – passage favorisé par l'influence du blanquisme. La société est le champ d'action d'une véritable « guerre civile larvée » entre classes antagoniques. Après 1848, la bourgeoisie instaure une véritable dictature, à laquelle doit s'opposer celle du prolétariat.

Marx à la même époque empruntera également à Blanqui la notion de révolution permanente – le terme qu'il emploie est « révolution en permanence », terme que Trotski reprendra sous la forme de « révolution permanente » en se réclamant d'une légitimité marxienne, mais dans un contexte tout à fait différent. Karl Kautsky affirme dans *Démocratie et dictature* que Marx était à cette période fortement influencé par les traditions jacobines des blanquistes et que dans les *Luttes de classes en France* il les considérait comme le parti ouvrier en France. « La dictature du prolétariat, à laquelle ils aspiraient dans leurs premiers ouvrages, conservait encore bien des traits blanquistes » dit Kautsky ⁷.

Curieusement, l'idée de « dictature du prolétariat » ne figure aucunement dans le *Manifeste communiste*, publié en 1847 et qui est la référence programmatique du marxisme. Dans ce texte, il est question de pouvoir révolutionnaire conquis légalement ou par la force de « l'immense majorité ». Ce qui, encore une fois, confirme notre thèse sur la confusion sémantique entre pouvoir et « dictature du prolétariat ». Evidemment, les commentateurs marxistes s'efforcent de montrer que la dictature du prolétariat se trouve implicitement dans le *Manifeste* ou dans l'œuvre de Marx dans son ensemble.

⁷ Mais en 1895, Engels marque nettement ses distances avec le blanquisme dans la préface des *Luttes de classes en France*.

C'est ainsi que Maximilien Rubel explique à propos de la première apparition du terme dans les *Luttes des classes en France* :

« Bien que le terme de “dictature de la classe ouvrière” – ou du “prolétariat” – apparaisse ici pour la première fois, sa présence en tant que *concept* est implicitement supposée dès les premiers écrits de Marx : la critique de la philosophie hégélienne du droit et de l'Etat renvoie déjà à une conception de la “démocratie” au sens plénier du mot, c'est-à-dire conforme à la substance sémantique comme “règne du peuple”⁸... »

En somme Marx ne parle pas de « dictature du prolétariat » mais il en parle quand même. Ce commentaire tend encore une fois à confirmer notre thèse de l'identification de la « dictature du prolétariat » avec la simple notion de pouvoir de la classe ouvrière.

La dictature du prolétariat revient encore dans une lettre de Marx à son ami Weydemeyer, datée du 5 mars 1852 :

« Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est :
« de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ;
« que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ;
« que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes. »

Ce passage est abondamment cité dans les commentaires des éditeurs de ses œuvres, afin de bien montrer que la dictature du prolétariat figure bien dans le *corpus* marxiste. Pourtant, Marx n'évoque pas dans ce passage la « dictature du

⁸ Note sur *Les luttes des classes en France*, Pléiade, Politique, p. 1285.

prolétariat » comme un point programmatique, ce n'est qu'un constat lié à ce qu'il estime être une évolution inévitable.

Dans ce passage, on pourrait aisément remplacer « dictature du prolétariat » par « pouvoir du prolétariat ». Dans la mesure où Marx emploie presque systématiquement le mot dictature pour désigner l'exercice du pouvoir par une couche ou une classe sociale, il n'y a pas lieu de penser qu'il en est autrement du prolétariat.

Quelques remarques :

♦ Que l'existence des classes soit liée à des phases historiques du développement de la production est une extrême simplification mais peut être argumenté et reste dans le domaine de l'argumentation scientifique – puisque le marxisme prétend être une science. Ce n'est pas une invention marxienne : les historiens de la Restauration avaient fait le même constat.

♦ Que le conflit entre les classes aboutisse inévitablement à l'accession du prolétariat au pouvoir reste une pure spéculation qui n'a aucun fondement scientifique. C'est une affirmation digne de Madame Soleil. On n'en sait rien. Personne ne peut être scientifiquement fondé à faire une telle prédiction.

♦ Que l'accession au pouvoir de la classe ouvrière conduit tout aussi inévitablement à l'abolition des classes est également une pure spéculation. On est dans le domaine de l'utopie⁹.

⁹ Bakounine, qui n'était pas opposé au principe de l'abolition des classes, envisageait l'éventualité que la classe ouvrière puisse devenir ce qu'il appelle la « quatrième classe gouvernementale » représentant un nouveau système d'exploitation après l'esclavage, le servage et le salariat. Une telle situation surviendrait dans le cas où le mouvement ouvrier se montrerait incapable de réaliser une alliance politique viable avec la paysannerie lors d'une révolution. Il affirme la nécessité d'« établir une ligne de conduite révolutionnaire qui tourne la difficulté et qui non seulement empêcherait l'individualisme des paysans de les pousser dans le camp de la

Rien de tout cela ne constitue une « démonstration ».

A propos de ce passage de la lettre à Weydemeyer, Maximilien Rubel fait un commentaire curieux : « Marx devait tenir Weydemeyer en haute estime, pour lui avoir divulgué sous la forme d'une révélation quasi confidentielle la signification profonde de sa théorie et de son action politiques ¹⁰. »

Donc l'affirmation de la dictature du prolétariat relève d'une déclaration « quasi confidentielle » ! Pourquoi un penseur politique révélerait-il de manière confidentielle « la signification profonde de sa théorie et de son action politiques » ?

Rubel semble conscient de la carence d'explication sur le concept de dictature du prolétariat. Dans une note aux *Luttes de classes en France*, il rappelle que Marx considérait le postulat de dictature du prolétariat comme étant « sa propre "découverte" dans le domaine de la théorie des bouleversements sociaux. Conscient de l'importance du sujet à peine effleuré dans les quelques lignes et dans un contexte peu favorable à l'approfondissement théorique, il a tenu à avertir le lecteur qu'il se réservait de traiter ultérieurement ce problème, voire d'en faire une pièce maîtresse de sa théorie et de son éthique sociales ¹¹. »

réaction, mais qui au contraire s'en servirait pour faire triompher la révolution » (« Lettre à un Français sur la crise actuelle », septembre 1870, Œuvres, VII, p. 118). Les bolcheviks seront confrontés au même problème quarante ans plus tard : Bakounine ajoute d'ailleurs quelques mots qui prendront tout leur sens lors de la révolution russe : « En dehors de ce moyen que je propose, il n'y en a qu'un seul : le terrorisme des villes contre les campagnes (...). Ceux qui se serviront d'un moyen semblable tueront la révolution. » (*Ibid.* p. 116.)

¹⁰ Pléiade, *Politique I*, note p. 1680.

¹¹ Pléiade, *Politique I*, note p. 1298.

Malheureusement Rubel ne précise pas dans quel document Marx avertit le lecteur qu'il traitera ultérieurement de ce problème.

C'est une manie chez Rubel d'attribuer à Marx des intentions théoriques majeures qu'il n'a pas le temps de développer parce que le contexte ne s'y prête pas. Il aurait ainsi eu le projet d'écrire un livre sur l'Etat qui l'aurait propulsé au premier rang des penseurs anarchistes – mais qu'il n'a pas eu le temps d'écrire¹². Comme il apparaît évident à Rubel que Marx avait l'intention d'écrire ce livre, il faut donc le considérer comme un penseur anarchiste majeur.

Bien entendu, Marx, n'a jamais explicité le concept pourtant si fondamental, nous dit-on, de la « dictature du prolétariat », sinon à travers quelques allusions au passage dans son œuvre.

Marx n'est pas précisément connu pour évacuer le travail sur des questions théoriques qu'il juge importantes. On ne peut que conclure que s'il n'a pas écrit ce livre sur l'Etat, et s'il n'a pas développé le concept de dictature du prolétariat, c'est parce qu'il ne considérait pas ces questions comme essentielles. S'il avait réalisé ces projets supposés, on aurait ainsi eu un penseur anarchiste partisan de la dictature du prolétariat. Une réelle innovation.

Il faut revenir au contexte. En 1847 Marx vient de publier le *Manifeste communiste*. A la même époque, il participe à la rédaction des statuts de la Ligue des communistes, qui furent adoptés le 8 décembre de cette année. On peut y lire l'article suivant qui annonce le but de l'organisation :

« Le but de la Ligue est le renversement de la bourgeoisie, la domination du prolétariat, l'abolition de la vieille société bourgeoise fondée sur des antagonismes de

¹² « Marx, théoricien de l'anarchisme », in : *Marx critique du marxisme*, Payot.

classe et la fondation d'une société nouvelle sans classes et sans propriété privée ¹³. »

Cette formulation correspond parfaitement au discours marxien et Marx peut parfaitement en être l'auteur. Comme dans le *Manifeste*, aucune trace de la « dictature du prolétariat ».

Mais il y a un autre texte, écrit en 1850 : il s'agit d'un projet de statuts pour une « Société universelle des communistes révolutionnaires », dont l'existence fut tout à fait éphémère. Ce document est postérieur de deux ans et demi aux statuts de la Ligue des communistes.

L'article premier de ce projet annonce également les buts de l'organisation (mi-avril 1850) :

« Art. 1. Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature des prolétaires en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme, qui doit être la dernière forme de constitution de la famille humaine ¹⁴. »

On a ainsi deux articles de statuts ayant la même fonction : définir les buts de l'organisation. Dans le texte de 1850 se trouve l'idée de « dictature du prolétariat ».

On ne reconnaît pas le style de Marx dans ce passage. Dans un texte programmatique, il n'aurait sans doute pas parlé de « déchéance des classes privilégiées » mais d'abolition des classes. Il n'aurait certainement pas parlé de « famille humaine », formulation évoquant trop l'humanisme dont il s'est débarrassé peu de temps auparavant après la critique stirnérienne ¹⁵.

¹³ Pléiade, *Politique I*, p. 1673.

¹⁴ Pléiade. *Politique I*, p. 559.

¹⁵ Dans *l'Unique et sa propriété*, publié en 1845, Stirner s'en prend vigoureusement à l'humanisme du philosophe Feuerbach, auquel Marx adhérerait. Alors que Feuerbach pensait que la

De fait, la « Société universelle des communistes révolutionnaires » était une alliance entre Marx et les blanquistes de Londres, à laquelle participèrent également des chartistes anglais. Il s'agit d'une ébauche d'organisation commune. Le texte est signé par le dirigeant chartiste anglais J. Harney ¹⁶, les blanquistes Adam et J. Vidil, et Willich, Marx et Engels pour les communistes allemands.

C'est de manière abusive que le texte est inséré dans un volume d'œuvres complètes de Marx, ou alors il devrait également figurer parmi les œuvres complètes de tous les autres signataires. La seule raison, nous semble-t-il, est qu'y figure l'expression « dictature des prolétaires », trop rarement présente dans l'œuvre de Marx.

Et il faut que l'expression se trouve dans un texte cosigné par des blanquistes, sachant que Blanqui, lui, parla réellement de « dictature de la plèbe », expression qui préfigure celle de « dictature du prolétariat ». La « dictature des prolétaires » qui figure dans l'article 1^{er} des statuts de la « Société universelle des communistes révolutionnaires » est-elle une trouvaille des blanquistes qui ont « reconditionné » leur « dictature de la plèbe », ou celle de Marx ? Nous sommes tenté d'adhérer à la première hypothèse dans la mesure où, antérieurement à mai 1850, il n'y a aucune allusion à la dictature du prolétariat (quoi qu'en disent tous ceux qui prétendent qu'elle s'y trouvait

philosophie était l'achèvement de la religion, Stirner dit qu'elle réintroduit la religion dans la pensée « avec armes et bagages ». Engels lui-même faillit adhérer aux idées de Stirner, avant que Marx ne le ramène à la raison. La critique de Stirner fut pour Marx un choc et il abandonna dès lors toute velléité humaniste. Et pour prouver que Stirner avait eu tort d'avoir raison, il lui consacra 300 pages de polémique dans *l'Idéologie allemande*. Les commentateurs marxistes qui veulent redorer le blason de leur saint patron en présentant sa pensée comme un humanisme font un contre-sens – ou fabriquent une imposture. Ils ne peuvent se référer qu'à des textes antérieurs à 1845.

¹⁶ J. Harney avait été membre de la *Ligue des communistes*, du *comité de correspondance communiste* de Bruxelles et cofondateur des *Fraternal Democrats*. Il avait été très lié à Marx et Engels jusqu'au début des années 1850, puis il rompit avec eux.

« implicitement »)¹⁷ ; alors que dans le « corpus » blanquiste l'idée était déjà présente. De la « dictature de la plèbe » la « dictature des prolétaires » jusqu'à la « dictature du prolétariat », il n'y a qu'une évolution aisément compréhensible.

Ainsi s'expliquerait l'usage remarquablement rare que fait Marx de cette formule dans son œuvre : elle n'est pas de lui.

Pour rappel, dans les *Luttes de classes en France* Marx n'emploie pas exactement le terme de « dictature du prolétariat », mais « dictature de la classe ouvrière », « dictature de classe du prolétariat ». L'idée est évidemment la même, mais il n'a pas encore trouvé la formulation précise qui fera recette.

Pourquoi Marx emploie-t-il ces expressions dans la période qui suit la révolution de 1848 ? Parce qu'il a besoin de redorer son blason auprès des militants communistes et de donner un tour radical à son discours.

Pour comprendre, il faut, encore, rappeler le contexte.

Entre décembre 1847 et avril 1850 il s'est passé un événement décisif dans le parcours de Marx : la révolution de 1848 en Allemagne. L'attitude de Marx a de quoi surprendre.

En mai 1848 se tient à Cologne une réunion à laquelle participent quatre membres du comité central de la Ligue, dont Marx et Engels, et cinq membres de la commune de Cologne de l'organisation. Minoritaire, Marx use néanmoins des pleins pouvoirs qui lui avaient été concédés et dissout la Ligue. Il s'opposera à sa reconstitution en février 1849. Il adhère à l'Association démocratique de Cologne, une organisation composée de libéraux bourgeois, et prend la direction de *la Nouvelle Gazette rhénane*, commanditée par des libéraux.

En somme, Marx dissout en pleine révolution le premier parti communiste de l'histoire parce qu'il pense que dans les

¹⁷ Il y est seulement question d'« empiétements despotiques sur la propriété bourgeoise ».

conditions nouvelles de liberté de presse et de propagande, l'existence d'une organisation secrète n'est plus nécessaire.

Liquidant le programme et l'organisation prolétariennes, il va dès lors tenter de réveiller la conscience de classe... de la bourgeoisie ; il va tenter de convaincre celle-ci de faire son 1789¹⁸.

En effet, en application de leur toute nouvelle théorie de l'histoire, il fallait tout d'abord que la bourgeoisie prenne le pouvoir afin que le prolétariat ait la possibilité... de le lui ôter. Obnubilés par le modèle de la Révolution française et par leur schéma historique rigide, Marx et Engels pensaient que la bourgeoisie devait absolument faire « son » 89.

L'idée sur laquelle ils se fondaient, et qui constitue le nœud de leur doctrine, est que des partis représentant différentes fractions de la bourgeoisie se succèdent pour faire l'expérience du pouvoir et s'y « ruinent », selon l'expression d'Engels. En 1847, Marx avait écrit dans *La critique moralisante et la morale critique* que les travailleurs savent bien que « leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra débiter que le jour où la bourgeoisie aura triomphé ». Cette idée ne quittera jamais les fondateurs du socialisme dit « scientifique » puisque en 1883 Engels répète, dans une lettre à Bernstein, que le parti ouvrier doit contracter des alliances avec les partis bourgeois pour accélérer ce processus. Il évoque les conditions de l'accession au pouvoir des socialistes : il faut « que tous les partis intermédiaires arrivent les uns après les autres au pouvoir et s'y ruinent. Et c'est alors que ce sera notre tour¹⁹. » Il s'agit donc de se mettre dans la file d'attente, de prendre son ticket et d'attendre son tour.

On comprend dès lors que les deux compères aient, au début de la révolution de 1848, tout fait pour que *Manifeste*

¹⁸ Cf. René Berthier : « 1848, ou le 1789 manqué de la bourgeoisie allemande », in *les Anarchistes et la révolution française*, éditions du Monde libertaire, 1990.

¹⁹ Lettre du 12-13 juin 1883, *La Social-démocratie allemande*, 10/18, p. 177.

communiste ne soit pas diffusé²⁰. On comprend également les frayeurs d'Engels devant l'éventualité que sa diffusion indispose les bailleurs de fonds bourgeois de la *Nouvelle Gazette rhénane* et les inquiétudes que provoquaient au même Engels les grèves des ouvriers des filatures²¹.

Ce comportement allait susciter des réactions après la révolution. Les communistes allemands leur demandèrent des comptes. Pour se dédouaner, ils écrivirent la fameuse Adresse du Comité central de la Ligue, un document très curieux et mal compris de la plupart des lecteurs marxistes. Marx y fait une critique virulente de la politique qu'il a *lui-même* menée pendant la révolution, mais sans jamais reconnaître personnellement ses erreurs. Il se désigne, lui et Engels, à la troisième personne. Il ne dit pas « je » ou « nous », mais « les petits bourgeois », « les démocrates bourgeois », etc. La portée de ce texte ne peut donc être comprise si on ne dispose pas de la clé, et beaucoup de militants communistes qui ont lu ce texte n'ont pas compris de quoi il s'agissait réellement. Ils pensent réellement que Marx et Engels s'en prennent aux « petits bourgeois », aux « démocrates bourgeois », alors que c'est *d'eux-mêmes* qu'ils parlent.

Marx s'en prend aux « petits bourgeois qui étaient dirigeants des associations démocratiques » (c'est-à-dire lui-même) et « rédacteurs des journaux démocratiques » (c'est-à-dire encore lui-même) pendant la révolution.

²⁰ Le programme de la Ligue, en dix-sept points, directement inspiré du *Manifeste*, intitulé « Les revendications du Parti Communiste d'Allemagne », appelait, entre autres, à la République, à l'armement de la population et à l'expropriation des terres paysannes. Ce programme fut jugé trop radical. Aussi Engels, qui tentait de récolter des fonds, écrit-il à son ami : « Si un seul exemplaire de notre programme en dix-sept points était diffusé ici, tout serait perdu pour nous. »

²¹ « Les ouvriers commencent à s'agiter un peu, écrit-il alors à Marx ; c'est encore tout à fait informe, mais la masse y est. Mais c'est précisément ce qui nous gêne. » (Correspondance, t. I, p. 540 et 543.)

Il appelle les travailleurs à refuser de « servir de claque aux démocrates bourgeois », ce que Marx-Engels avaient voulu faire en adhérant à l'« Association démocratique » constituée de bourgeois libéraux, et en dirigeant la *Nouvelle Gazette rhénane* d'orientation libérale.

Il proclame la nécessité de « l'organisation autonome du parti du prolétariat » alors que Marx avait dissous le parti communiste dès le début de la révolution.

On trouve également une attaque contre ceux qui « ont cru que le temps des sociétés secrètes était passé et que l'action publique pouvait seule suffire », c'est-à-dire contre les positions mêmes que Marx et Engels avaient défendues : Marx avait dissous la Ligue des communistes en pleine révolution parce qu'il estimait qu'elle était devenue *inutile* puisque la liberté de parole était établie. Alors même qu'une très intense agitation ouvrière secouait le pays ! Ce qui laisse rêveur sur la conception que l'auteur du *Manifeste communiste*²² pouvait avoir du rôle d'un parti ouvrier : en régime de démocratie politique, il est inutile !

De même, les affirmations sur la nécessité de rétablir « l'indépendance des ouvriers » acquièrent un sens quelque peu ironique lorsqu'on songe à la crainte d'Engels devant l'éventualité de la diffusion du programme de la Ligue, jugé trop radical, et dont les dix-sept points étaient inspirés du *Manifeste communiste* !

La méthode argumentative employée dans l'Adresse explique que l'autocritique soit passée inaperçue des militants. Les commentateurs marxistes, quant à eux, ont bien vu qu'il y avait comme un malaise mais usent d'arguments plus jésuitiques les uns que les autres pour éviter d'aborder le vrai problème²³.

²² Contrairement à ce qui semble couramment admis, le titre du programme de la Ligue des communistes n'est pas *Manifeste du parti communiste* mais bien *Manifeste communiste*.

²³ Les historiens soviétiques ont soutenu que Marx avait dissous le comité central de la Ligue, mais pas la Ligue elle-même.

Les militants de la section londonienne de la Ligue, à laquelle Marx exilé avait adhéré, ne s'y trompèrent pas, eux, puisqu'ils l'exclurent, ainsi qu'Engels, le 15 septembre 1850.

Cette exclusion est certes le fait d'une tendance « gauchiste » qui s'imagine pouvoir faire la révolution à tout moment. Il reste que les attendus de l'exclusion vont plus loin que cela. Les motifs invoqués pour exclure Marx et Engels sont directement liés aux positions qu'ils avaient défendues pendant la révolution :

1. Parce qu'il faut « rétablir une solide organisation de la Ligue, afin qu'on ne se contente pas de créer une opposition et d'éditer des gazettes » : allusion évidente à leur activité dans la libérale *Nouvelle Gazette rhénane* ;

2. « Parce que Marx et Engels ont sélectionné un groupe de semi-littérateurs pour en faire leurs partisans personnels et fantasmer sur leur futur pouvoir politique » ;

3. « Parce que cette camarilla littéraire ne peut être utile à la Ligue et rend toute organisation impossible », et parce que Marx et Engels utilisent la Ligue à leurs fins personnelles, l'ignorant totalement lorsqu'elle ne leur est pas utile – allusion claire à la dissolution autoritaire de la Ligue dans le but de troquer leur titre de membres de comité central contre celui de rédacteurs de la *Nouvelle Gazette rhénane* ²⁴.

C'est après cette expérience peu glorieuse que la notion de dictature du prolétariat apparaît dans l'œuvre de Marx, comme s'il avait besoin de redorer son blason un peu terni par ses

E. Kandel, le principal historien de la Ligue, a recours à un subterfuge douteux : « *La Ligue des communistes a continué de fonctionner sous la forme d'associations ouvrières ouvertes, elle a continué d'exister en tant que tendance idéologico-politique* ²³ » Etienne Balibar fait encore mieux, il va même jusqu'à attribuer à Marx la paternité de l'Association ouvrière de Cologne !

²⁴ Fernando Claudin, *Marx, Engels et la révolution de 1848*, Maspéro, p. 313.

compromissions avec la bourgeoisie pendant les premiers mois de la révolution de 1848.

Il ne fait pas de doute que la classe ouvrière allemande n'était pas en mesure, en 1848, de « prendre le pouvoir ». Marx avait parfaitement raison de dire que si le prolétariat avait pris le pouvoir il aurait été contraint de réaliser un programme qui n'était pas le sien – sujet que les bolcheviks auraient dû méditer...

Mais la question n'est pas là ; elle est dans le fait que le mouvement ouvrier allemand, qui s'agitait « en masse » et « formait des coalitions » – Engels *dixit* – subissait alors une forte poussée, et qu'il aurait eu l'opportunité d'assumer l'expérience d'une pratique autonome, tant du point de vue de l'élaboration de ses revendications que de celui de la structure organisationnelle dans laquelle il se regroupait. L'Association ouvrière de Cologne, par exemple – dont certains auteurs attribuent abusivement la paternité à Marx, mais dont les initiateurs furent deux membres de la Ligue des communistes dissoute : Willich et Gottschalk – organisa jusqu'à 10 p. 100 de la population. Contredisant ce que dira plus tard Engels sur l'arriération du mouvement ouvrier allemand, celui-ci se constitue en classe non à travers un parti mais sous la forme d'associations ouvrières – mais c'est peut-être justement là que le bât blesse pour Marx et Engels.

En contradiction avec les orientations de Marx, Gottschalk applique le principe énoncé dans le *Manifeste* de ne négliger « à aucun moment de faire éclore chez les ouvriers une conscience aussi claire que possible de l'opposition hostile qui existe entre le prolétariat et la bourgeoisie », et de « refuser de dissimuler ses idées et ses projets ».

La première réunion de l'Association ouvrière, le 13 avril 1848, rassembla 300 ouvriers et artisans. Le 24, il y en a 3 000. Fin juin, il y en a 8 000²⁵. Une floraison d'associations ouvrières regroupant des centaines de milliers de membres voient le jour, et des initiatives sont prises pour tenter de les

²⁵ Fernando Claudin, *op. cit.*, p. 132.

unifier au plan national. A l'évidence, une instance capable d'unifier ces initiatives, d'en être le porte-parole, manquait tragiquement.

D'avril à mai, dit Fernando Claudin, « les lettres des membres du comité central de la Ligue et d'autres militants reflètent la forte poussée du tout jeune mouvement ouvrier mais aussi la faiblesse, quand ce n'est pas l'inexistence, de la Ligue des communistes ».

Contrairement à ce que dit Engels, ce n'est pas tant le prolétariat qui était « inconscient de ses tâches historiques » que la direction de la Ligue – à savoir Marx et Engels, précisément. Stefan Born écrit à Marx qu'il se trouvait à la tête d'une « sorte de parlement ouvrier formé de représentants de nombreuses corporations et usines » – ce qui ressemble furieusement à un conseil ouvrier –, et se plaint du manque d'organisation de la Ligue, dont les militants de base ne s'étaient sans doute pas tous dispersés. On pouvait résoudre le problème en sabordant celle-ci, comme l'a fait Marx. On pouvait aussi profiter du mouvement ascendant du prolétariat pour renforcer ses positions.

Certains dirigeants de la Ligue des communistes : Willich, Moll, Schapper, pensaient réellement que la révolution prolétarienne était à l'ordre du jour ; Marx et Engels pensaient le contraire. Si on limite l'analyse de la situation à ce constat, il est évident que les premiers avaient tort et les seconds avaient raison. Il reste que le mouvement de classe du prolétariat allemand a été délibérément brisé parce que Marx et Engels ont dissous l'organisation révolutionnaire en pleine révolution.

Marx s'en tient à l'idée que 1848 est le 1789 allemand et que la réalisation de l'unité nationale allemande libérée de l'absolutisme est la première tâche à l'ordre du jour.

Ce programme apparaît clairement dans un article écrit par Marx en 1847, « la Critique moralisante et la morale

critique »²⁶. En Allemagne, dit-il, la bourgeoisie a pris du retard parce qu'elle « commence sa lutte contre la monarchie absolue et cherche à fonder sa puissance politique au moment où, dans tous les pays évolués, la bourgeoisie est déjà engagée dans le combat le plus violent avec la classe ouvrière ». Il existe dans ce pays des « des antagonismes modernes entre la bourgeoisie et la classe ouvrière », du fait du développement industriel : « La bourgeoisie allemande se trouve donc déjà en opposition avec le prolétariat. » C'est là un « état de choses contradictoire » puisque le régime politique qui domine est la monarchie absolue. L'alternative qui se pose est donc simple : ou le maintien de la monarchie absolue, ou la domination bourgeoise. Pourquoi, dit Marx, les travailleurs « préféreraient-ils, dès lors, les vexations brutales du gouvernement absolu, avec sa suite mi-féodale, à la *domination directe des bourgeois* ? » Si la bourgeoisie dominait, elle serait obligée de faire des concessions politiques plus larges que la monarchie absolue :

« Les travailleurs savent fort bien que la bourgeoisie est obligée non seulement de leur faire des concessions politiques plus larges que ne le fait la monarchie absolue, mais qu'au service de son commerce et de son industrie, elle fait naître, contre son gré, les conditions favorables à l'union de la classe laborieuse, et cette union des travailleurs est la première condition de leur victoire. Les travailleurs savent que la suppression des rapports de propriété bourgeois ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux. Ils savent que le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire. Ils savent que leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra débiter que le jour où la bourgeoisie aura triomphé. [...] Ils peuvent, ils doivent prendre à leur compte la *révolution bourgeoise* comme une

²⁶ *Deutsche-Brüsseler-Zeitung*, 28 et 31 octobre, 11, 18 et 25 novembre 1847.

condition de la *révolution des ouvriers*. Mais ils ne peuvent la considérer un seul instant comme leur *but final*. »

Marx en appelle à l'exemple des chartistes anglais : dans le mouvement de l'Anti Corn Law League, ils ont aidé leurs ennemis à triompher des *tories*, « et, le lendemain de l'abrogation des lois sur les céréales, s'affrontaient aux élections non plus les *tories* et les *free-traders*, les libres-échangistes, mais les *free-traders* et les chartistes. Et face à ces radicaux bourgeois, ils ont conquis des sièges au parlement. » Voilà donc le modèle de Marx : les ouvriers allemands doivent s'allier aux bourgeois libéraux contre la monarchie.

Ce ne sera qu'en décembre 1848, constatant l'effondrement des parlements de Berlin et de Francfort, c'est-à-dire dans la phase descendante de la révolution, que Marx commence à s'intéresser à la situation des ouvriers et qu'il accepte, « pour rendre service », dit-il, la présidence de l'Association ouvrière. Quelques semaines avant de s'enfuir pour la France, Marx réadhère à la Ligue des communistes qu'il avait tenté d'occulter pendant la révolution.

Ce n'est que *vingt-cinq* ans plus tard que le concept – *si essentiel* de la doctrine marxiste – de « dictature du prolétariat » refait une dernière apparition, dans la « Critique du programme de Gotha », un texte qui n'a *pas été publié* du vivant de Marx et qui était initialement *destiné à un public restreint*.

On y lit :

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que *la dictature révolutionnaire du prolétariat*. »

Et ce point si essentiel de la doctrine marxiste, Marx ne destinait pas à la publication ! Le livre ne sera publié qu'en

1891, après la mort de Marx, pour des raisons qui sont tout sauf fortuites.

Ces deux phrases de la « Critique du programme de Gotha » ont provoqué un siècle et demi d'exégèses et de dissertations savantes sur la « dictature du prolétariat », qui a été inscrite en lettres d'or sur tous les programmes socialistes et communistes. L'idée de dictature du prolétariat a été reprise par l'ensemble du mouvement socialiste en tenant pour acquis que c'était un point charnière de la doctrine marxiste : la SFIO d'Edouard Vaillant s'en revendiquait. Le Parti ouvrier français de Jules Guesde également. Léon Blum affirma en 1920 au congrès de Tours que la dictature du prolétariat devait être celle de la classe, pas celle du parti. Il revint sur la question au congrès de la SFIO de 1946 ! Elle figurait dans tous les programmes socialistes. Et évidemment le parti bolchevik et la pléiade de groupes gauchistes qui se sont constituées dans la foulée de la révolution russe.

Il y a eu un glissement surprenant entre un *constat* que fait Marx en se fondant sur une théorie de l'histoire, et l'inscription de ce constat historique dans les *programmes* des partis qui se réclamaient de lui.

Car Marx ne fait qu'un constat. Il ne dit pas : « Je suis favorable à la dictature du prolétariat, il faut l'inscrire dans le programme du parti » ; il dit simplement que la période transitoire de transformation de la société capitaliste en société communiste sera la dictature du prolétariat. Ce n'est pas du tout la même chose. Dans l'esprit de Marx c'est une loi de l'histoire, ce n'est pas une question programmatique. Or tous les partis se réclamant de lui par la suite ont considéré que c'était un point programmatique.

C'est peut-être Engels qui est le « promoteur » de l'idée de dictature du prolétariat, en la définissant comme un point de doctrine. Dans *l'Anti-Dühring* il évoque la critique du programme de Gotha faite par Marx :

« C'est un ouvrage qui marque une étape dans la pensée de Marx, qui contient des analyses absolument nouvelles, constituant en somme le bilan de sa réflexion théorique en 1875. C'est tout d'abord l'accent mis sur *la dictature du prolétariat, forme politique du pouvoir conquis par la classe ouvrière.* »

Il est cependant significatif que dans le discours marxiste, la « forme politique du pouvoir conquis par la classe ouvrière » soit désignée sous le terme de *dictature* du prolétariat et non sous celle de *démocratie ouvrière*, ce qui aurait pu revenir au même dans la mesure où celle-ci aurait eu entre autres choses pour fonction de mettre en œuvre des dispositions empêchant à la fois un retour à l'ordre ancien mais aussi la prise de contrôle des nouvelles institutions socialistes par ceux que Bakounine appelle prophétiquement les « exploités du socialisme » : socialistes bourgeois, les intellectuels bourgeois qui sont privés de perspectives par la société capitaliste et qui pénètrent dans les organisations de travailleurs pour prendre la direction du mouvement ouvrier ; les ouvriers embourgeoisés, « à demi littéraires, prétentieux, vaniteux, ambitieux et qu'en toute justice on pourrait appeler des ouvriers bourgeois » qui se posent comme des chefs, « des hommes d'Etat des associations ouvrières » ; et enfin les dirigeants social-démocrates qui s'appuient sur « la couche supérieure, la plus civilisée et la plus aisée du monde ouvrier, cette couche d'ouvriers quasi bourgeois dont ils veulent précisément se servir pour constituer leur quatrième classe gouvernementale, et qui est vraiment capable d'en former une si l'on n'y met ordre dans l'intérêt de la grande masse du prolétariat »²⁷.

Chez Marx et Engels, le cadre institutionnel dans lequel l'exerce la « dictature du prolétariat » est, en gros, l'Etat bourgeois dont le Parlement doit être conquis par les élections.

²⁷ « Ecrit contre Marx », novembre-décembre 1872, *Œuvres*, Champ libre, III.

Ce processus est rendu possible grâce au fait que le prolétariat constitue l'écrasante majorité de la population, ou éventuellement par des alliances électorales grâce auxquelles la petite bourgeoisie et la paysannerie ne pourront que « se soumettre rapidement aux revendications de la classe ouvrière », selon les termes d'Engels dans son « Catéchisme ». Certes, dans certaines circonstances la force devra être utilisée, mais dans les pays où subsistent encore des formes politiques féodales. Mais dans les pays où existe la liberté politique, la force ne sera pas nécessaire.

On a beau chercher, on ne sort pas de ce schéma. La « conquête du pouvoir politique » à laquelle Marx et Engels voulaient engager le prolétariat, c'était cela. Et lorsqu'ils reprochaient aux « anti-autoritaires » de l'AIT de ne pas vouloir faire de politique, c'était de *cette politique-là* qu'ils parlaient. Ce constat donne tout son sens à l'avertissement que donnait Bakounine :

« L'absurdité du système marxien consiste précisément dans cette espérance qu'en rétrécissant le programme socialiste outre mesure pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale. C'est là une grande erreur, toutes les expériences de l'histoire nous démontrent qu'une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde ; cette alliance affaiblit nécessairement le parti le plus avancé, en amoindrissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même ; tandis que lorsqu'un parti rétrograde ment, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité²⁸. »

La cadre institutionnel dans lequel s'exerce la « dictature du prolétariat », c'est l'Etat bourgeois dont Marx et Engels entendaient faire la conquête par la voie parlementaire. Bien entendu, les marxistes se réclamant de la tradition bolchevique

²⁸ Œuvres, *Écrit contre Marx*, Champ libre, III, 166.

s'efforcent de démontrer que Marx aurait cautionné les bolcheviks russes, qu'il les préfigurait, et pour cela ils sont contraints d'opérer de sérieuses distorsions à sa pensée, mais une lecture attentive des textes des fondateurs du socialisme dit « scientifique » montre sans ambiguïté que leur projet politique se limitait à la prise du pouvoir par les élections lorsqu'un système représentatif existe et, dans les autres cas, à faire une révolution démocratique, c'est-à-dire une révolution qui renverse l'absolutisme et instaure la démocratie représentative.

L'obstacle le plus évident à cette voie résidait dans le fait que le prolétariat n'était pas majoritaire...

La gauche communiste allemande dans les années 20 avait bien compris la difficulté que comportait l'usage de l'expression « dictature du prolétariat ». Aussi s'efforça-t-elle d'insister sur le fait qu'elle ne serait pas exercée par le parti mais par la classe ouvrière. Ils abandonnaient donc les présupposés idéalistes selon lesquels le parti *est* la classe ouvrière et la dictature du parti *est* celle du prolétariat. Cependant, les mauvaises habitudes ayant la vie dure, il n'était pas question d'abandonner ce concept, même « élargi », de « dictature du prolétariat ». Ainsi Rosa Luxemburg écrit-elle en septembre 1918 dans *La Révolution russe* que le pouvoir bolchevik est « une dictature, il est vrai, non celle du prolétariat, mais celle d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois ».

Le concept de « dictature du prolétariat », employé quatre ou cinq fois par Marx dans son œuvre, est ainsi devenu un dogme indiscuté.

Substituant un dogmatisme à un autre, les élèves zélés du maître l'introduisirent, pendant la révolution allemande de 1919-1923, comme un point de programme incontournable dans les conditions d'adhésion aux Unions qui furent des structures originales organisant les travailleurs. Ils imposèrent l'obligation de reconnaître la « dictature du prolétariat » pour adhérer au KAPD (un parti), mais aussi aux organisations de classe dans les entreprises :

« Les Unions sont des organisations d'entreprise sur des bases politiques, antiparlementaires, opposées aux syndicats considérés comme contre-révolutionnaires ; elles sont favorables aux conseils ouvriers et à la destruction de l'État capitaliste. Le syndicalisme comme mode d'organisation apparaissait dépassé par les nécessités de l'heure et l'évolution du système capitaliste. Cependant, le recrutement dans ces organismes restait handicapé par les présupposés idéologiques hérités de la social-démocratie : ne pouvaient y adhérer que les ouvriers reconnaissant la dictature du prolétariat ²⁹. »

Cette clause a détourné des Unions d'innombrables militants combatifs qui, réticents à adhérer à ce principe, n'en pratiquaient pas moins la lutte des classes sur le terrain. Les Unions ont dès le départ créé les conditions de leur maintien dans une position minoritaire, à cause de l'attachement obsessionnel à un point de dogme.

Marx n'a jamais explicité le concept de dictature du prolétariat. L'expression n'apparaît que fugitivement dans son œuvre. On est donc en droit de se demander comment une telle expression a pu devenir dans la bouche et sous la plume des militants et auteurs marxistes une telle rengaine obsessionnelle. La réponse à notre avis dépasse le domaine de l'analyse politique et ressortit de la psychanalyse et de la psycho-sociologie. La « dictature du prolétariat » est un concept-refuge derrière lequel se cache l'indigence théorique et l'absence totale de réflexion sur un projet politique.

Marx et le pouvoir politique

La vision qu'a Marx du pouvoir politique est imprégnée de ses réflexions sur la révolution française, qui lui sert de

²⁹ R. Berthier, *Digressions sur la révolution allemande*, éditions du Monde libertaire.

modèle. C'est précisément ce modèle qui inspira les positions qu'il défendit en Allemagne en 1848.

Le *Manifeste* se contente de dire que la première étape de la révolution ouvrière est la conquête du régime démocratique, c'est-à-dire le suffrage universel, ce que confirme Engels dans la préface des *Luttes des classes en France*³⁰. Le *Manifeste* ne dit nulle part comment la conquête de la démocratie pourrait assurer au prolétariat l'hégémonie politique. Dans la mesure où le prolétariat constitue « l'immense majorité » de la population, la réponse va de soi, suppose-t-on. Malheureusement, le prolétariat, dans le sens où Marx emploie le mot, ne constitue pas et ne constituera jamais l'immense majorité de la population...

Après la révolution de 1848, la déception consécutive aux élections de l'Assemblée constituante en France rejeta momentanément les conceptions électorales du pouvoir, mais n'en remit pas en cause l'inspiration jacobine. Engels écrira plus tard que le modèle de la Révolution française avait dominé toute l'histoire de l'Europe et qu'il était inévitable que leurs idées « sur la nature et la marche de la révolution sociale proclamée à Paris en février 1848, de la révolution du prolétariat, fussent fortement teintées des souvenirs des modèles de 1789 et de 1830 »³¹. Marx loue dans le 18-

³⁰ « Mais, outre le premier service que constituait leur simple existence, en tant que Parti socialiste, parti le plus fort, le plus discipliné et qui grandissait le plus rapidement, les ouvriers allemands avaient rendu encore à leur cause un autre grand service. En montrant à leurs camarades de tous les pays comment on se sert du suffrage universel, ils leur avaient fourni une nouvelle arme des plus acérées. » (...)

« Les ouvriers révolutionnaires des pays romans s'étaient habitués à regarder le droit de suffrage comme un piège, comme un instrument d'escroquerie gouvernementale. En Allemagne, il en fut autrement. Déjà le *Manifeste communiste* avait proclamé la conquête du suffrage universel, de la démocratie, comme une des premières et des plus importantes tâches du prolétariat militant. » (Engels, Introduction aux *Luttes des classes en France*.)

³¹ Préface de *Les Luttes des classes en France*.

Brumaire la Révolution française « qui se donna pour tâche de briser tous les pouvoirs indépendants, locaux, territoriaux, municipaux et provinciaux, pour créer l'unité civique de la nation ». Or il dit ailleurs que ce processus ne put se faire que par la Terreur mise en place par la plèbe – équivalent, dans le contexte de la Révolution française, à la « dictature du prolétariat » – parce que la bourgeoisie modérée aurait été incapable de le faire.

Ce faisant, la révolution n'avait fait que continuer « l'œuvre commencée par la monarchie absolue : la centralisation, mais, en même temps aussi, l'étendue, les attributs et l'appareil du pouvoir gouvernemental » (*18-Brumaire*).

Au lendemain de 1848 la révolution prolétarienne est censée détruire « l'appareil gouvernemental, militaire et bureaucratique forgé autrefois pour lutter contre le féodalisme », mais elle doit maintenir « la centralisation politique dont la société a besoin » (*ibidem.*). Le maintien de la centralisation et la disparition de la bureaucratie sont rendus possibles par une sorte de pirouette dialectique : la bureaucratie étant définie comme « la forme inférieure et brutale d'une centralisation qui est encore infectée de son contraire : le féodalisme », la disparition des derniers restes du féodalisme assurera celle de la bureaucratie, qui n'est considérée que comme une réminiscence de formes politiques dépassées mais pas du tout, comme le fait Bakounine, comme une forme politique possible du futur.

Les conceptions du pouvoir d'inspiration blanquiste et jacobine domineront chez Marx malgré l'intermède momentané de la Commune, accompagnées d'un profond mépris pour tous les adversaires socialistes du jacobinisme.

Au sein de la Commune de Paris, et bien que ni Proudhon ni Bakounine n'y soient pour quoi que ce soit, ce sont les conceptions fédéralistes qui dominèrent : fédérations de communes décentralisées, substitution à l'appareil d'Etat de délégués élus et révocables, ce qui tranche considérablement avec l'apologie de l'œuvre de centralisation commencée par la

monarchie, telle qu'on la trouve développée dans le *18-Brumaire*. Maintenant, Marx adhère à l'œuvre de la Commune, et l'Adresse du Conseil général de l'AIT, rédigée par lui, a été écrite en épousant le point de vue même des communards. Jusqu'à présent, la création d'une société socialiste était, pour le *Manifeste*, conditionnée à la création d'un Etat prolétarien démocratique issu du suffrage universel ou, pour les *Luttes de classes en France*, à la création d'un Etat dictatorial.

L'approbation de l'œuvre de la Commune – et en 1871, Marx avait-il le choix³² ? – correspond donc à un renversement complet – et momentané – du point de vue sur la question du pouvoir, à l'abandon du point de vue centralisateur et au ralliement aux thèses proudhoniennes et bakouninistes (encore qu'il ne faille pas assimiler ces deux derniers points de vue), selon lesquelles la destruction de l'appareil d'Etat et l'instauration d'une structure politique décentralisée à laquelle le fédéralisme assure une cohésion d'ensemble, est la condition préalable à l'instauration du socialisme.

On retrouve le même processus de « récupération » pendant la révolution russe, avec *L'Etat et la Révolution* de Lénine, qui passe pour contenir le summum de la théorie marxiste du dépérissement de l'Etat, mais où ce dernier n'est qu'une concession formelle à usage rhétorique. Dès le début de la révolution, Lénine se prononça pour la dictature du parti unique. On aura ainsi droit à des formules paradoxales telles que « dictature démocratique », « dictature socialiste ». De la même manière que Marx écrivit *la Guerre civile en France* dans l'espoir de rallier les Communards, Lénine rédigea *L'Etat*

³² La question vaut d'être posée car Marx savait que la défaite de la France allait conduire à l'unification de l'Allemagne. Il craignait par-dessus tout une insurrection populaire, sur le modèle de 1792, qui aurait risqué de renverser la tendance. Dans cette perspective, l'éclatement de la Commune ne faisait pas son affaire. Comme en 1848, il alla à contre-sens du mouvement historique, avant de changer d'opinion. Il arriva un moment où, évidemment il ne put pas faire autrement que de soutenir la Commune.

et la Révolution pour tenter de se concilier le mouvement libertaire russe, très actif, à une époque où le parti bolchevik ne représentait que peu de chose.

Bakounine définit à juste titre la Commune comme une « négation désormais historique de l'Etat »³³. L'insurrection communaliste de Paris, écrit-il, a inauguré la révolution sociale ; son importance ne réside pas dans les « bien faibles essais qu'elle a eu la possibilité et le temps de faire », mais dans les idées qu'elle a remuées, « la lumière vive qu'elle a jetée sur la vraie nature et le but de la révolution, les espérances qu'elle a réveillées partout, et par là même la commotion puissante qu'elle a produite au sein des masses populaires de tous les pays »³⁴. Et il ajoute :

« L'effet en fut si formidable partout, que les marxistes eux-mêmes, dont toutes les idées avaient été renversées par cette insurrection, se virent obligés de tirer devant elle leur chapeau. Ils firent bien plus : à l'envers de la plus simple logique et de leurs sentiments véritables, ils proclamèrent que son programme et son but étaient les leurs. Ce fut un travestissement vraiment bouffon, mais forcé. Ils avaient dû le faire, sous peine de se voir débordés et abandonnés de tous, tellement la passion que cette révolution avait provoquée en tout le monde avait été puissante »³⁵. »

Si Bakounine perçut le contraste entre les positions antérieures de Marx et celles qu'il défend au moment de la Commune, d'autres le perçurent aussi. Franz Mehring, le biographe de Marx, note lui aussi que *La Guerre civile en France* est difficilement conciliable avec le *Manifeste* et que Marx y développe un point de vue proche de celui de Bakounine. « Si brillantes que fussent ces analyses, dit en effet Mehring, elles n'en étaient pas moins légèrement en

³³ *Écrit contre Marx*, Œuvres, Champ libre, III, 213.

³⁴ Œuvres, Champ libre, III, 166.

³⁵ *Ibid.*

contradiction avec les idées défendues par Marx et Engels depuis un quart de siècle et avancées déjà dans le *Manifeste communiste*. » (...) « Les éloges que l'Adresse du Conseil général adressait à la Commune de Paris pour avoir commencé à détruire radicalement l'Etat parasite étaient difficilement conciliables avec cette dernière conception. » (...) « On comprend aisément que les partisans de Bakounine aient pu facilement utiliser à leur façon l'Adresse du Conseil général »³⁶.

Madeleine Grawitz écrit à ce sujet : « Marx, vexé de voir la révolution éclater, comme il l'avait prévu, mais la jugeant à tort bakouniniste, arrive après la défaite à s'appropriier un mouvement qui, non seulement l'ignore, mais se trouve opposé à toutes ses théories³⁷. »

Les conceptions « libertaires » qui se sont imposées à Marx sous la pression des événements restent parfaitement opportunistes et isolées dans son œuvre, et ne correspondent en rien à sa pensée réelle³⁸ ; elles répondent de façon irréfutable à une volonté de récupérer le mouvement. Irréfutable ? Les communards ingrats ne se ralliant pas à lui, Marx écrira à Sorge, furieux :

« Et voilà ma récompense pour avoir perdu presque cinq mois à travailler pour les réfugiés, et pour avoir sauvé leur honneur, par la publication de la Guerre civile en France³⁹ ».

Des dizaines de milliers de morts, de blessés, de prisonniers, d'exilés ont ainsi vu leur honneur sauvé parce que Marx a écrit un livre.

³⁶ Franz Mehring, *Karl Marx, Histoire de sa vie*, Éditions sociales, p. 504.

³⁷ Madeleine Grawitz, *Bakounine*, Plon, 1990, p. 467.

³⁸ D'ailleurs Mehring lui-même précise que plus tard Engels en reviendra totalement à l'idée du *Manifeste*.

³⁹ Cité par Madeleine Grawitz, *op. cit.* p. 467.

Plus tard, Marx ne fera même pas allusion à la Commune dans sa *Critique du programme de Gotha* (1875). Engels ne fait qu'effleurer le sujet dans une lettre à Bebel sur ce même programme : « Aussi proposerions-nous de mettre partout à la place du mot "Etat" le mot "Gemeinwesen", excellent vieux mot allemand répondant très bien au mot français "commune"⁴⁰. »

Le livre que Marx écrivit sur la Commune est souvent cité comme une expression typique de sa pensée politique, alors qu'il aborde cet événement d'un point de vue fédéraliste, c'est-à-dire en opposition totale avec ses idées. Or les textes de Marx qui précèdent le livre ne laissent rien entrevoir de cette idée et les textes qui suivent n'y font jamais plus allusion. Bakounine lui-même d'ailleurs rend hommage à la Commune comme « négation historique de l'Etat », mais souligne qu'elle n'a pas eu le temps de réaliser grand-chose, que des contradictions internes multiples la paralysèrent et que l'essentiel de son intérêt comme événement était de constituer un précédent.

Le congrès d'Erfurt

La *Critique du programme de Gotha*, écrite en 1875, n'a été publiée qu'en 1891, après la mort de Marx. Ce texte de Marx n'était pas destiné à la publication. C'est en outre l'un des rares où il évoque la dictature du prolétariat ; en tout cas le seul où il en parle en dehors de l'immédiat après-révolution de 1848. La date de 1891 n'est pas fortuite. C'est une année importante dans l'histoire de la social-démocratie allemande, l'année du congrès d'Erfurt.

Le congrès de Gotha en 1875 est celui de la fondation du parti social-démocrate allemand, né de l'unification des

⁴⁰ Lettre d'Engels à Bebel, 18-28 mars 1875. In *Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme, Marx, Engels, Lénine*. Éditions du Progrès, Moscou.

socialistes et des lassalliens, dont les options, au grand mécontentement de Marx et d'Engels, dominèrent dans le programme qui fut adopté. La violente critique que fit Marx de ce programme mettait en cause les dirigeants social-démocrates : c'est une des raisons pour lesquelles il ne fut pas publié. Marx mourut en 1884.

Trois ans plus tard, le gouvernement allemand mit en place des lois anti-socialistes. La clandestinité empêchant toute activité à la social-démocratie allemande, le programme de Gotha resta le seul texte de référence, mais en 1890 les lois contre les socialistes sont abrogées ; leur inspirateur, le chancelier Bismarck, est mis à la retraite. La politique répressive a été un échec et le parti n'a cessé de se renforcer. Dès lors apparaît la nécessité d'élaborer un nouveau programme et d'organiser un congrès, qui aura lieu à Erfurt.

D'Angleterre, Engels tente de publier les critiques faites par Marx au programme adopté au congrès de Gotha, mais la direction du parti (Bebel, Liebknecht) ne voit pas cela d'un bon œil car le texte met en lumière leurs erreurs. Kautsky met alors les pieds dans le plat et publie dans son journal, *Die Neue Zeit*, les « gloses marginales au programme du parti ouvrier allemand », c'est-à-dire la critique du programme de Gotha. Mis devant le fait accompli, l'organe central du parti, *Vorwaerts*, reprend le texte de Marx, dont Engels a cependant largement atténué certains passages...

C'est dans ce contexte qu'Engels va livrer quelques remarques surprenantes sur la dictature du prolétariat. Dans sa « Critique du programme d'Erfurt », il écrit :

« Une chose absolument certaine, c'est que notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande Révolution française ⁴¹. »

⁴¹ Marx-Engels, *Critique du programmes d'Erfurt*, p. 103, éditions sociales.

Après l'intermède opportuniste de la Commune, on a donc là un retour évident à la grande tradition jacobine, bien qu'Engels déclare aussitôt que dans l'empire allemand il est « légalement impossible de poser directement dans le programme la revendication de la république ». Quelques pages auparavant, Engels se plaint qu'en Allemagne « le gouvernement est presque tout-puissant » et que les assemblées élues, le Reichstag et les autres corps représentatifs, sont « sans pouvoir effectif ». En outre, la crainte du renouvellement de la loi contre les socialistes paralyse leur action et ceux-ci doivent se contenter de l'idée que « la société actuelle en se développant passe peu à peu au socialisme », idée que bien entendu il réfute. Il conclut son raisonnement en soulignant l'illusion que constitue l'idée selon laquelle on pourra instaurer la république, puis le communisme en Allemagne par la voie pacifique, ce qui lui semble cependant réalisable dans les pays où, « selon la constitution, on peut faire ce qu'on veut, du moment qu'on a derrière soi la majorité de la nation ».

Ces considérations formulées vingt ans après la Commune et quinze ans après la mort de Bakounine dévoilent l'ampleur des illusions sur lesquelles se fondent la politique électoraliste dans la classe ouvrière. L'« utopiste » et le « rêveur » Bakounine avait montré que la bourgeoisie ne s'attache à la forme démocratique dans les institutions de l'Etat que pour autant qu'elle lui permet une exploitation optimale du prolétariat, mais que dès que cette exploitation est remise en cause elle n'hésite pas à bafouer les nobles principes de la démocratie. Le révolutionnaire russe avait également insisté sur l'idée qu'un Etat fondé sur la représentation populaire pouvait très bien être despotique. Mais surtout, il a montré que le régime représentatif, considéré à lui seul dans une société fondée sur l'inégalité sociale, est « l'instrument le plus sûr pour consolider, avec une apparence de libéralisme et de justice, au détriment des intérêts et de la liberté populaires,

l'éternelle domination des classes exploitantes et possédantes ⁴² ».

En 1891, les deux principales revendications de 1848 sont réalisées : l'unité nationale et le régime représentatif. Mais, constate Engels, « le gouvernement possède tout pouvoir exécutif », et les « chambres n'ont pas même le pouvoir de refuser les impôts ». « La crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes paralyse l'action de la social-démocratie », dit-il encore, confirmant l'opinion de Bakounine selon laquelle les formes démocratiques n'offrent que peu de garanties pour le peuple. Le « despotisme gouvernemental » trouve ainsi une forme nouvelle et efficace dans la pseudo-volonté du peuple. Censée être « majoritaire », la classe ouvrière n'a pas réussi à « conquérir le pouvoir politique ».

Il est vrai que l'Allemagne doit encore rompre « les entraves de l'ordre politique encore à demi absolutiste ». A l'Allemagne, Engels oppose « les pays où la représentation populaire concentre en elle tout le pouvoir, où selon la constitution on peut faire ce qu'on veut, du moment qu'on a derrière soi la majorité de la population ⁴³. » Dans ce genre de propos, qui n'est pas isolé, se révèle le formalisme juridique d'Engels pour qui il va de soi que si une majorité de la population décide des mesures qui vont contre les intérêts du grand capital, celui-ci respectera le verdict populaire parce que c'est la loi. Bakounine entend montrer que dans « les pays où la représentation populaire concentre en elle tout le pouvoir », selon les termes d'Engels, ladite représentation peut effectivement faire tout ce qu'elle veut, à condition de ne pas vouloir grand chose. Pour le révolutionnaire russe, la démocratie en régime capitaliste ne fonctionne que si elle maintient la pérennité du système. La démocratie représentative est par essence un système bourgeois. L'histoire

⁴² « La situation politique en France » (Lettre à Palix), 29 septembre 1870-début octobre 1870.

⁴³ « Critique du programme d'Erfurt », éditions sociales, p. 101.

du XX^e siècle est pleine d'exemples qui confirment ce point de vue.

Cependant, ni Marx ni Engels ne limitent l'action du mouvement ouvrier à une action pacifique et légale. L'impossibilité de revendiquer l'instauration d'une république montre qu'il est illusoire, dit Engels, d'espérer arriver « par une voie bonnement pacifique, y organiser la république, et pas seulement la république, mais encore la société communiste ». (« Critique du programme d'Erfurt. ») Cependant, Engels ajoute un commentaire curieux : on peut « à la rigueur esquiver la question de la république », dit-il, à condition de revendiquer « *la concentration de tout le pouvoir politique dans les mains de la représentation du peuple* », autrement dit le Parlement, ce qui suppose l'existence d'une institution interclassiste, c'est-à-dire où toutes les classes sociales sont représentées, et inévitablement des alliances avec elles. Engels en est encore à l'idée du *Manifeste* selon laquelle le prolétariat représente « l'immense majorité » de la population, ce qui n'est pas le cas.

Marx et Engels restent persuadés que là où les « institutions », les « mœurs » et les « traditions » le permettent, les ouvriers pourront, par les voies légales, « saisir la suprématie politique pour asseoir la nouvelle organisation du travail »⁴⁴. Si Bakounine a tort de réduire l'action préconisée par Marx et Engels à l'action légale⁴⁵, sa critique des illusions qu'ils se font sur la possibilité que « la vieille société pourra évoluer pacifiquement vers la nouvelle » – selon les termes d'Engels – dans un régime représentatif authentique, reste pertinente.

⁴⁴ Discours de Marx au congrès de La Haye, *Marx/Bakounine, socialisme autoritaire ou libertaire*, 10/18, tome I, p. 352 et sq.

⁴⁵ En fait c'est surtout à la social-démocratie allemande que sa critique s'en prend. Bakounine n'a pas les informations suffisantes pour connaître les critiques que Marx et Engels eux-mêmes font du légalisme des socialistes allemands.

S'adressant aux militants allemands en 1891, Engels, on l'a vu, affirme que la République démocratique est la forme spécifique de la dictature du prolétariat. Mais dans l'introduction qu'Engels rédigea à l'occasion du vingtième anniversaire de la Commune de Paris, le compagnon de Marx dit tout autre chose :

« Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat ⁴⁶. »

Quelques années auparavant, le 18 mars 1886, Engels avait prononcé un discours pour le quinzième anniversaire de la Commune de Paris : il n'y est pas question de dictature du prolétariat. Engels a sans doute oublié.

Il va de soi que le même concept de dictature du prolétariat ne peut pas s'appliquer en même temps à deux régimes politiques aussi différents que le système communaliste et la république parlementaire. On n'est plus dans une tentative de recherche de dénominateurs communs mais dans la confusion la plus totale.

En fait, la formule « dictature du prolétariat » couvre au moins trois concepts :

– Dans *Les Luites de classes en France* (1850), elle signifie une dictature révolutionnaire ultra-centralisée sans représentation populaire ;

– Dans la « Critique du programme d'Erfurt » elle est une république démocratique et parlementaire.

– Le système fédératif vaguement libertaire de la Commune de Paris décrit dans *La Guerre civile en France* est présenté vingt ans après les événements, comme la

⁴⁶ Introduction de 1891 à *la Guerre civile en France*.

forme achevée de la dictature du prolétariat – alors même que l’expression ne se trouve pas dans le livre.

Et on a cette incohérence étonnante : *la même année*, Engels donne deux définitions totalement inconciliables de la dictature du prolétariat : la Commune de Paris (intro de 1891 à *La guerre civile en France*) et la République démocratique (« Critique du programme d’Erfurt »).

Le lecteur un peu attentif pourrait être tenté de trouver une certaine incohérence dans la manière dont les fondateurs du socialisme dit « scientifique » abordent la question des formes du pouvoir. Leurs conceptions sur la question sont en fait déterminées beaucoup plus par les circonstances de temps et de lieu – quitte à changer d’avis au cours de la même année, comme le fit Engels en 1891 – que par des principes précis. Les héritiers de toutes tendances y retrouvent leur compte, même ceux qui veulent mettre en place un « marxisme libertaire » : il suffit de piocher dans le bon texte.

La conquête du pouvoir reste l’objectif, et si Marx et Engels critiquent le parti allemand, jusqu’à accuser ses dirigeants de « crétinisme parlementaire », c’est essentiellement parce qu’il s’y prend mal. C’est ce modèle-là qu’ils tentent d’imposer : l’accession de la classe ouvrière au pouvoir par les élections.

Lorsque au congrès de La Haye, lors duquel Marx et Engels exclurent de l’Internationale la quasi-totalité du mouvement ouvrier de l’époque, Marx déclara qu’il fallait faire la part des institutions, des mœurs, des traditions des différents pays et qu’il est possible que dans certains d’entre eux, en Angleterre, en Amérique et peut-être en Hollande, les travailleurs « peuvent arriver à leur but par des moyens pacifiques », mais, ajoute-t-il, « dans la plupart des pays du continent, c’est la force qui doit être le levier de nos

révolutions »⁴⁷. Il faut comprendre que la « force » est, dans les pays despotiques, le moyen par lequel la classe ouvrière effectue une révolution politique pour imposer le suffrage universel et le régime parlementaire.

Rappelons ce que disait Bakounine du « programme marxien », terme qui désignait en fait sous sa plume celui de la social-démocratie allemande : c'était, disait-il, « un échafaudage complet d'institutions économiques et politiques fortement centralisées et très autoritaires, sanctionnées sans doute, comme toutes les institutions despotiques dans la société moderne, par le suffrage universel, mais soumises néanmoins à un gouvernement très fort »⁴⁸.

Lénine et la dictature du prolétariat

L'emploi de l'expression « dictature du prolétariat » est plutôt rare dans l'œuvre de Marx : elle apparaît quatre ou cinq fois. C'est Engels qui l'a désignée comme un élément constituant de la doctrine. Parlant de la critique qu'avait faite Marx du programme de Gotha, Engels écrit dans l'*Anti-Dühring*, en 1878 :

« C'est un ouvrage qui marque une étape dans la pensée de Marx, qui contient des analyses absolument nouvelles, constituant en somme le bilan de sa réflexion théorique en 1875. C'est tout d'abord l'accent mis sur *la dictature du prolétariat, forme politique du pouvoir conquis par la classe ouvrière.* »

Les rares fois où Marx emploie le terme, celui-ci n'est pas ouvertement associé à un parti mais il est difficile, sauf à broder, de préciser ce qu'il voulait dire par là en dehors de la simple idée qu'elle était la forme sous laquelle se manifestait le pouvoir de la classe ouvrière.

⁴⁷ Marx, discours de clôture au congrès d'Amsterdam (1872).

⁴⁸ *Écrit contre Marx, op. cit.* novembre-décembre 1872.

Il appartiendra à Lénine de lier définitivement le concept de « dictature du prolétariat » à un parti.

L'expression « dictature du prolétariat » est à peu près absente dans les textes de Lénine à prétention « théorique ». Ainsi, dans « Les destinées historiques de la doctrine de Karl Marx » (1913), la dictature du prolétariat est absente, ce qui est surprenant si on retient l'idée que celle-ci est censée être un élément clé de ladite doctrine⁴⁹. Dans un autre texte, « Karl Marx (Brève notice biographique comportant un exposé du marxisme) », le terme est cité presque en passant, entre parenthèses, comme synonyme de conquête du pouvoir politique :

« La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, revêtant des formes diverses et de plus en plus riches de contenu, devient inévitablement une lutte politique tendant à la conquête du pouvoir politique (“dictature du prolétariat”). »

Dans le texte d'une conférence faite le 11 juillet 1919, « De l'Etat » il n'en est pas fait mention.

De même, dans un texte de 1913 intitulé « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme » – inspiré manifestement de Kautsky –, la dictature du prolétariat se trouve absente. On est légitimement surpris de ne pas même voir ce concept évoqué dans un texte écrit à l'occasion du 30^e anniversaire de la mort de Marx.

La dictature du prolétariat est un concept à usage opportuniste ou tactique : elle sert à Lénine pour qualifier de contre-révolutionnaires tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. Elle constitue la ligne de fracture qui permet de situer ses interlocuteurs d'un côté ou de l'autre de la barrière. Lorsque Ossinsky, un militant du parti bolchevik membre du groupe communiste de gauche se plaint de la « centralisation bureaucratique, la domination de divers commissaires, la perte

⁴⁹ Œuvres complètes, tome 18.

de l'indépendance des soviets locaux et, en pratique, le rejet du modèle de l'État-Commune administré par en bas »⁵⁰, Lénine réagit par un chapelet d'injures : les thèses des communistes de gauche sont une « honte insigne », un « total abandon du communisme dans la pratique », un « ralliement total à la petite bourgeoisie ». Les communistes de gauche, « pénétrés jusqu'à la moelle de la psychologie de l'intellectuel petit-bourgeois déclassé » – qualification qui convient parfaitement à Lénine, d'ailleurs – « se sont laissés prendre à la provocation des Issouf [leader menchevik] et autres Judas capitalistes »⁵¹.

Pour Lénine, l'instrument de l'exercice de la dictature du prolétariat est explicitement désigné comme étant la Tchéka.

Dans « Un pas en avant deux pas en arrière » (1904) la dictature du prolétariat équivaut à la « conquête du pouvoir politique par le prolétariat », et non plus à *l'exercice* du pouvoir par la classe ouvrière, comme cela semble ressortir des emplois qu'en fait Marx. En 1908, les syndicalistes révolutionnaires sont accusés de nier le « rôle dirigeant du parti et la dictature du prolétariat » (« Marxisme et révisionnisme »). De fait, le « rôle dirigeant du parti » et la « dictature du prolétariat » sont parfaitement intervertibles.

Alors que Marx en faisait un simple constat historique et un fait sociologique : une classe qui abat un système social instaure momentanément une « dictature » pour mettre en place de nouvelles institutions et empêcher le retour en arrière, Lénine en fait ouvertement une question programmatique, quelque chose que le parti doit *préparer* :

« En effet, quand la révolution est déjà devenue une force certaine, indiscutable, quand les libéraux eux-mêmes la "reconnaissent", quand les classes dirigeantes non seulement constatent, mais sentent la puissance invincible

⁵⁰ *Kommounist*, N°1, "Tesisy o tekushchem momente" [Thèses sur la situation actuelle].

⁵¹ Lénine, « Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites bourgeoises ».

des masses opprimées, *toute la question* – aussi bien pour les théoriciens que pour ceux qui dirigent pratiquement la politique – consiste à *définir exactement la révolution d'un point de vue de classe*. Or, sans la notion de “dictature”, il *est impossible* de donner cette définition précise d'un point de vue de classe. Sans la préparation de la dictature, il est impossible d'être révolutionnaire *en fait*. » (« Contribution à l'histoire de la dictature », 1920.)

On constate donc que l'emploi que fait Lénine de la « dictature du prolétariat » est surtout réservée aux textes conjoncturels où la politique du parti est traitée. On trouve le terme parfois très abondamment dans les textes qui se situent dans le registre de la politique immédiate, de la tactique, dans des textes opportunistes, comme *l'Etat et la révolution*⁵² ou dans les textes polémiques.

Dans « Contribution à l'histoire de la dictature », daté du 20 octobre 1920, il n'y a pas une seule citation de Marx, sinon une citation indirecte provenant de Franz Mehring. On peut difficilement qualifier ce document de théorique : c'est une production circonstancielle qui, comme tous les documents dans lesquels Lénine évoque la « dictature du prolétariat », sert à justifier les positions de son parti. La dictature, qui est une « notion scientifique » (*sic*) y est définie comme « le pouvoir illimité, qui s'appuie sur la force et non sur la loi » : « Le pouvoir illimité, extra-légal, s'appuyant sur la force, au sens le plus strict du mot, c'est cela la dictature. »

« La notion scientifique de dictature s'applique à un pouvoir que rien ne limite, qu'aucune loi, qu'aucune règle

⁵² Ce texte, écrit en 1917 au moment où le parti luttait pour le pouvoir mais publié en 1918 pleine guerre civile, a le même caractère opportuniste que la *Guerre civile en France* de Marx, auquel il se réfère sans cesse. Lénine tente de légitimer le pouvoir du parti bolchevik en se fondant sur l'exemple de la Commune de Paris. Le mot Commune revient sans cesse (73 occurrences) et représente un mot sur 500.

absolument ne bride et qui se fonde directement sur la violence. La notion de dictature *n'est rien d'autre que cela*⁵³. »

Mais selon Lénine, la dictature du prolétariat est celle de l'immense majorité sur la minorité d'exploiteurs :

« Il peut y avoir aussi dictature de l'immense majorité du peuple sur une poignée d'opresseurs, de spoliateurs et d'usurpateurs du pouvoir populaire. »

On se demande alors pourquoi on désigne cela sous le terme de « dictature ». L'« immense majorité du peuple » devrait être capable de définir une légalité socialiste, d'exercer sa souveraineté avec les moyens coercitifs indispensables pour faire respecter cette légalité. Le problème est justement là : la minorité qui s'autoproclame exécuteur de la « dictature du prolétariat » ne tient aucunement à se soumettre à une loi qu'elle n'aurait pas elle-même décidée.

Le problème de la « transition »

L'un des reproches faits aux libertaires par les marxistes est leur refus supposé de toute transition entre l'acte révolutionnaire et la mise en œuvre du socialisme. Ce reproche n'est pas justifié.

Proudhon et Bakounine avaient beaucoup lu et réfléchi à la Révolution française et leur connaissance des événements était au moins aussi bonne que celle de Marx. Ils savaient parfaitement bien que le passage de la monarchie à la république, d'un système social encore entaché de féodalisme à une société industrielle ne s'était pas fait du jour au lendemain. Ils avaient parfaitement conscience que le passage d'une société capitaliste à une société émancipée ne se ferait pas d'un coup de baguette magique. C'est donc leur faire injure que de dire qu'ils ignoraient le problème.

⁵³ *Ibid.*

Selon Marx, les modes de production se succèdent et à chaque mode de production correspond une classe sociale dominante. Il y a une succession nécessaire dans ce processus qui rend inévitable que la bourgeoisie prenne le pouvoir, qu'elle épuise toutes les possibilités qui se trouvent en elle avant que vienne l'heure de la classe ouvrière. Lorsque le système capitaliste aura épuisé ses contradictions, la bourgeoisie deviendra une classe dépassée par l'histoire. Alors, le prolétariat pourra accéder au pouvoir.

Contrairement à l'idée reçue, Bakounine n'envisage pas un passage instantané du capitalisme au socialisme : il connaît trop bien l'histoire européenne pour imaginer une chose pareille. La différence principale entre lui et Marx – la formation théorique des deux hommes était sensiblement la même – réside sans doute dans le fait que pour Marx la voie de passage de la société féodale à la société capitaliste et celle de la société capitaliste à la société socialiste se feront selon un schéma identique. Marx ne parvient pas à se débarrasser du modèle de 1789. C'est ce qui explique l'usage du concept de « dictature du prolétariat » : on calque sur la révolution prolétarienne les étapes de la révolution bourgeoise.

La transition de l'absolutisme à la société bourgeoise – qu'on peut étudier, puisqu'elle se situe dans le passé – sert de modèle au passage de la société bourgeoise à la société socialiste, sans classes. Marx ne semble pas envisager que la transition à une société sans exploitation puisse être de *nature* différente.

Ainsi s'explique que, dans les premiers mois de la révolution de 1848, Marx et Engels tentent de mobiliser l'ensemble des forces anti-absolutistes autour de la question de la démocratie politique, en subordonnant l'action du prolétariat à cette revendication : plus vite cette dernière serait satisfaite, plus rapidement serait accomplie la transformation de la révolution bourgeoise en révolution sociale. C'est donc guidé par les conceptions évolutionnistes du *Manifeste* et de *La Critique moralisante* que Marx détermine ses orientations,

elles-mêmes calquées sur le modèle obligé de la Révolution française.

Dans l'affaire, Marx omet trois constats :

- La bourgeoisie de 1789 qui a abattu la monarchie ne représentait pas le capitalisme industriel. Celui-ci n'apparaît en France que vers 1850-1860. Il n'y a donc pas de corrélation nécessaire entre la classe sociale qui abat la monarchie et le mode de production capitaliste.

- Avant d'abattre les restes du système féodal, la bourgeoisie avait développé, à *l'intérieur* de celui-ci et pendant des siècles, les fondements économiques de sa puissance en tant que classe : le droit de propriété, le commerce, la production artisanale, et même la finance.

- La classe ouvrière ne peut en aucun cas copier la bourgeoisie sur ce terrain dans le système capitaliste. Il en résulte que pour comprendre de quelle manière la classe ouvrière développe, à *l'intérieur* du système capitaliste, les fondements de sa puissance en tant que classe, il faudra déterminer préalablement sous quelles formes ces fondements se développent.

Pour les collectivistes de l'Internationale, la « voie de passage » vers l'émancipation de la classe ouvrière ne se fera pas en calquant le modèle de la révolution bourgeoise par la prise du pouvoir d'Etat, c'est-à-dire un appareil administratif centralisé, mais par la prise du contrôle social de la société à travers les organisations de classe qu'elle a bâties au cours de ses luttes. La « destruction de l'Etat » n'est pas l'instauration du chaos, c'est le remplacement de l'Etat par l'organisation de classe du prolétariat. Or cette organisation de classe, le prolétariat la construit, pas à pas, à l'intérieur du régime capitaliste.

Marx assimile les deux « voies de passage » : la bourgeoisie renverse la féodalité et accède au pouvoir politique ; la classe ouvrière renverse la bourgeoisie et accède au pouvoir politique. Les deux processus sont symétriques. Or

il y a un grain de sable dans le schéma marxiste, que met en lumière Engels.

En effet, dans la préface de 1870 de *La Guerre des paysans en Allemagne*, il écrit que depuis 1848 en Allemagne le capitalisme s'est développé de façon fantastique. « Comment est-il donc possible que cette bourgeoisie n'ait pas aussi conquis le pouvoir politique et qu'elle se conduise d'une façon aussi lâche vis-à-vis du gouvernement ? » Etonné que les faits puissent ne pas concorder avec la théorie, Engels conclut que la bourgeoisie, au cours de son développement, arrive à un moment à partir duquel « tout accroissement ultérieur de ses moyens de domination, à savoir en premier lieu ses capitaux, ne fait que contribuer à la rendre de plus en plus inapte à l'exercice du pouvoir politique ». Surprenant constat, qui contredit totalement les présupposés admis de la théorie marxiste !

On conçoit qu'épisodiquement, « par exception », comme dit Engels, la bourgeoisie puisse abdiquer momentanément son pouvoir. Mais, curieusement, ce phénomène n'est pas une exception, il est une constante : en effet, en Angleterre, nous dit-il, la bourgeoisie n'a pu faire entrer son représentant au gouvernement (Bright) que de justesse ; en France, dit-il encore, la bourgeoisie comme telle « n'a tenu le pouvoir dans ses mains que deux années sous la République »...

L'exclusion de la bourgeoisie de l'exercice de son propre pouvoir n'est donc pas un phénomène circonstanciel, puisque quatre-vingts ans se sont passés depuis la Grande révolution. Cela pose un sérieux problème : si le schéma marxien est admis, l'accession de la classe ouvrière au pouvoir selon ce schéma ne se traduira-t-elle pas également par son exclusion de l'exercice de celui-ci ?

Cette simple constatation suffit à démentir la thèse mécaniste de la corrélation systématique entre le développement des forces productives et les formes politiques de domination. Elle dément également la validité du modèle marxiste de passage du « féodalisme » au capitalisme. L'Allemagne constitue l'exemple d'un ancien régime faisant échec à une révolution démocratique, tout en développant

considérablement le capitalisme industriel, ce qui dément le fondement même de la théorie de Marx, selon laquelle des formes politiques obsolètes doivent éclater pour permettre le développement des forces productives. Si les faits sont têtus et imposent aux hommes des contraintes dont il leur est difficile de se dégager, les hommes sont aussi capables de tirer des enseignements des faits pour contourner les obstacles. L'histoire ne se réduit pas à des schémas répétitifs.

L'analyse bakouninienne de ce phénomène est beaucoup plus convaincante. En 1870, il commentera les problèmes posés par l'application à l'Allemagne du modèle de la révolution politique à la française, de même que la question des phases successives d'évolution des régimes sociaux. En quelques pages condensées, il réfute la thèse que Marx a développée en 1848 et montre, d'abord, qu'un système féodal peut se « dissoudre » en quelque sorte de lui-même sous la poussée du développement capitaliste et, ensuite, que la bourgeoisie n'a pas *absolument* besoin du pouvoir politique.

« Ont également tort, dit-il dans *L'Empire knouto-germanique*, ceux qui parlent de l'Allemagne comme d'un pays féodal et ceux qui en parlent comme d'un Etat moderne : elle n'est ni féodale ni tout à fait moderne. » Elle n'est plus féodale parce que la noblesse a perdu depuis longtemps toute puissance séparée de l'Etat. Mais, ajoute-t-il, si un Etat moderne signifie un Etat gouverné par les bourgeois, l'Allemagne n'est pas moderne. « Sous le rapport du gouvernement, elle en est encore au XVIII^e et au XVII^e siècles. Elle n'est moderne qu'au point de vue économique ; sous ce rapport en Allemagne comme partout, ce qui domine, c'est le capital bourgeois. » Quant à la noblesse, elle « ne représente plus de système économique distinct de celui de la bourgeoisie ». Les quelques survivances féodales qui subsistent « ne peuvent manquer de disparaître bientôt devant la toute-puissance envahissante du capital bourgeois ». Contre cela, Bismarck, Moltke et l'empereur ne peuvent rien :

« La politique qu'ils feront sera nécessairement favorable au développement des intérêts bourgeois et de

l'économie moderne. Seulement, cette politique sera faite non par les bourgeois, mais presque exclusivement par les nobles ⁵⁴. »

Bakounine fait donc là la description d'un régime qui a fait sa transition du féodalisme au capitalisme sans passer par le modèle de la France, mais par la dissolution des anciennes formes devant la poussée irrésistible du développement capitaliste. Il montre également que le contrôle de l'appareil d'Etat par la bourgeoisie elle-même est au fond accessoire ⁵⁵.

Dans une conférence aux Internationaux de Sonvilliers, Bakounine avait encore déclaré :

« L'Allemagne depuis 1830 nous a présenté et continue de nous présenter le tableau étrange d'un pays où les intérêts de la bourgeoisie prédominent, mais où la puissance politique n'appartient pas à la bourgeoisie, mais à la monarchie absolue sous un masque de constitutionnalisme, militairement et bureaucratiquement organisée et servie exclusivement par les nobles. »

Bakounine affirme qu'il est *impossible* que la classe ouvrière prenne le pouvoir, que l'émancipation des travailleurs par la prise du pouvoir d'Etat conduit à des alliances électorales qui dénaturent le projet (dans l'hypothèse d'une prise de pouvoir par les élections) ou à la mise en place d'un système terroriste et bureaucratique (dans l'hypothèse d'une prise de pouvoir violente). Cela ne veut pas dire que la classe ouvrière ne doit pas, d'une façon ou d'une autre, user de force pour imposer son point de vue, mais que cela ne passe pas par l'Etat.

De manière totalement différente de la bourgeoisie au sein du système féodal, la classe ouvrière développe également les fondements de sa force à l'intérieur du système capitaliste ;

⁵⁴ Bakounine, *l'Empire knouto-germanique*, Œuvres, Champ libre, VIII, 154-155.

⁵⁵ Ce constat est démontré de manière éclatante par l'observation des sociétés modernes. Le capitalisme financier ne « détient » pas le pouvoir politique, il le contrôle.

ces fondements ne conduisent pas au contrôle de l'appareil économique à travers la *propriété* des moyens de production mais à travers son *organisation*. La classe ouvrière ne maîtrise pas l'appareil de production parce qu'elle en est propriétaire mais parce qu'elle *est* l'appareil de production.

L'idée générale de Bakounine est que l'organisation des travailleurs, dans sa forme, n'est pas constituée sur le modèle des organisations de la société bourgeoise, mais qu'elle est fondée sur la base des nécessités internes de la lutte ouvrière et, comme telle, constitue une préfiguration de la société socialiste. Le mode d'organisation du prolétariat est imposé par les formes particulières de la lutte des travailleurs sur leur lieu d'exploitation ; l'unité de base de l'organisation des travailleurs se situe là où ceux-ci sont exploités, dans l'entreprise. A partir de là, l'organisation s'élargit horizontalement (ou géographiquement, si on veut), par localités et par régions, et elle s'élève verticalement par secteur d'industrie. Cette vision des choses devait évidemment fournir à Marx et à Engels l'occasion de multiples sarcasmes à l'encontre de Bakounine, accusé d'être « indifférent » en matière politique.

Engels, cependant, avait parfaitement compris le fond de la pensée de Bakounine, au-delà des déformations de la polémique : il écrit en effet à Théodore Cuno :

« Comme l'Internationale de Bakounine ne doit pas être faite pour la lutte politique mais pour pouvoir, à la liquidation sociale, remplacer tout de suite l'ancienne organisation de l'Etat, elle doit se rapprocher le plus possible de l'idéal bakouniniste de la société future ⁵⁶. »

Croyant polémique, Engels résume parfaitement le point de vue de Bakounine et de ce qui deviendra plus tard l'anarcho-syndicalisme. Si on met de côté l'amalgame habituel selon lequel l'opposition de Bakounine à l'action parlementaire est assimilable à une opposition de principe à la

⁵⁶ Lettre à Th. Cuno, 24 janvier 1872.

lutte politique, Engels ne dit dans ce passage rien d'autre que ceci :

– l'organisation des travailleurs doit être constituée selon un mode le plus proche possible de celui du projet de société que la classe ouvrière porte en elle ;

– la destruction de l'Etat n'est rien d'autre que le remplacement de l'organisation de classe de la bourgeoisie – l'Etat – par celle du prolétariat – l'Association.

En somme, l'organisation de classe des travailleurs, qui est l'instrument de lutte sous le capitalisme, constitue le modèle de l'organisation sociale après la révolution.

Les voies par lesquelles la bourgeoisie a développé progressivement les fondements de son émancipation du féodalisme lui sont propres et ne sauraient être reproduites par la classe ouvrière. Si c'était le cas, elle deviendrait à son tour une classe dominante exploiteuse. La classe ouvrière développe les fondements de son émancipation du capitalisme par son organisation. C'est là une idée de base du bakouninisme et, plus tard, de l'anarcho-syndicalisme, unanimement rejetée par tous les théoriciens marxistes, à l'exception notable de Pannekoek qui a repris cette idée à plusieurs reprises dans ses écrits et dont on peut dire qu'il a, au fond, donné la meilleure définition de l'anarcho-syndicalisme :

« La lutte de classe révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie et ses organes étant inséparable de la mainmise des travailleurs sur l'appareil de production, et de son extension au produit social, la forme d'organisation unissant la classe dans sa lutte constitue simultanément la forme d'organisation du nouveau processus de production⁵⁷. »

Selon Bakounine, c'est à travers la lutte quotidienne que le prolétariat se constitue en classe, c'est pourquoi le mode

⁵⁷ Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, EDI, p. 273.

d'organisation des travailleurs doit se conformer à cette nécessité. Marx, de son côté, préconise la constitution de partis politiques nationaux ayant pour objectif la conquête du parlement. C'est ici, dit Bakounine, que nous nous séparons tout à fait des social-démocrates d'Allemagne : « Les buts que nous proposons étant si différents, l'organisation que nous recommandons aux masses ouvrières doit différer essentiellement de la leur ⁵⁸. »

La logique du passage d'une société d'exploitation à une autre société d'exploitation ne saurait être la même que celle du passage d'une société d'exploitation à une société *sans* exploitation : c'est une des grandes leçons que nous livre Bakounine, issue de ses réflexions sur la Révolution française. La stratégie révolutionnaire du prolétariat ne saurait être calquée sur celle des différentes classes exploiteuses qui se sont succédé ; elle ne saurait être imitée du modèle de la révolution française auquel Marx se réfère sans cesse.

Toutes les révolutions de l'histoire, « y compris la Grande révolution française, malgré la magnificence des programmes au nom desquels elle s'est accomplie », n'ont été que « la lutte de ces classes entre elles pour la jouissance exclusive des privilèges garantis par l'Etat, la lutte pour la domination et pour l'exploitation des masses » ⁵⁹. Pour Bakounine, l'Etat étant *la forme spécifique de l'organisation d'une classe exploiteuse*, la classe ouvrière ne saurait adopter une logique de prise du pouvoir d'Etat par une minorité, mais de prise collective du pouvoir social par les travailleurs organisés.

La révolution sociale est la victoire de la société civile sur l'Etat, c'est l'instauration d'une société dans laquelle la formule mystifiée de 1789 : Liberté, Egalité, Fraternité, issue de la « conscience théorique » de la bourgeoisie, ne sera pas synonyme de ce que sa « conscience pratique » en a fait :

⁵⁸ Bakounine, *Œuvres*, Paris, Champ libre, tome III, p. 74.

⁵⁹ *Ecrit contre Marx*, 1872. Œuvres, III.

« Gouvernement bourgeois, Privilège du *Capital*, Exploitation du prolétariat »⁶⁰.

Par ailleurs, Bakounine avait de son côté longuement réfléchi à la transition, notamment en Allemagne, de la société du Moyen Âge à l'âge moderne.

Le désaccord principal ne se fonde donc pas sur l'idée de transition mais sur le « mode de passage » d'une société d'exploitation à une société sans exploitation.

« Révolutionnaires » et « chamberdeurs »

Bakounine a analysé avec attention la période de la Restauration, dont il estime *précisément* qu'elle constitue la période de transition entre la chute de la monarchie et la mise en place définitive d'une société bourgeoise. Il a consacré à cette question de nombreuses pages. Il estime en effet que la révolution commencée en 1789 s'achève véritablement en 1830⁶¹. L'ancienne classe dominante a progressivement fusionné avec la bourgeoisie en utilisant les institutions mises en place par cette dernière. La progressive fusion de l'aristocratie dans la bourgeoisie l'a fasciné et lui a fourni matière à réflexion sur la manière dont pourrait se faire le passage du capitalisme à une société collectiviste. Et précisément, il considère que ce processus ne peut en aucun cas se faire sur le même modèle. Il ne peut être question d'utiliser les institutions politiques de la bourgeoisie pour réaliser cette transition – ce qu'il reproche à Marx.

Aristocratie et bourgeoisie avaient ceci de commun qu'elles étaient des classes propriétaires. Les expropriations dont la première a été victime n'ont été somme toute que marginales ;

⁶⁰ *L'Empire knouto-germanique*, VIII, 507.

⁶¹ Les œuvres de maturité de Bakounine, celles de sa période « anarchiste », fournissent de remarquables analyses de la société de la Restauration.

en outre la Restauration leur a rendu une bonne partie de ce que la Révolution française leur avait ôté. Ce modèle-là ne peut en aucun cas s'appliquer à une transition dont la finalité est la suppression de la société d'exploitation. Bakounine n'exclut d'ailleurs pas que dans le schéma marxien de la révolution, la classe ouvrière fusionnera avec une partie de la bourgeoisie radicale, constituant une nouvelle classe dominante aux dépens de la paysannerie. La révolution russe lui a d'ailleurs donné raison de manière éclatante. Une nouvelle classe dominante fut constituée, formée de l'intelligentsia radicalisée (les cadres du parti bolchevik), de cette couche d'ouvriers extraits de la classe ouvrière pour former l'appareil administratif de l'Etat, et des anciens cadres et spécialistes de l'époque tsariste. Telle est la base sociale de la « dictature du prolétariat » version léninienne.

Il faut garder à l'esprit que le marxisme tel qu'il apparaissait du vivant de Marx, à travers ses écrits, à l'examen des pratiques de la social-démocratie allemande, n'était rien d'autre que du socialisme parlementaire. C'est ce cadre institutionnel, dans lequel les « marxistes » entendent réaliser le socialisme, qui inquiète Bakounine, lequel tente de montrer l'impossibilité pratique, voire technique, de la politique parlementaire. Il préconise d'organiser le prolétariat « tout à fait en dehors de la bourgeoisie »⁶², c'est-à-dire en dehors des institutions politiques bourgeoises : l'Etat, le Parlement. Pour Bakounine, l'Etat n'est pas une institution neutre dont le caractère bourgeois ou prolétarien dépendrait du parti qui se trouverait à sa tête, c'est une institution bourgeoise *par essence*. La classe ouvrière ne peut donc réussir « sa » révolution qu'en créant une nouvelle institution, adaptée à sa nature, telles qu'elles garantissent son hégémonie politique.

⁶² « Nous pensons que le prolétariat doit chercher tous les éléments de sa force exclusivement en lui-même, et qu'il doit l'organiser tout à fait en dehors de la bourgeoisie, contre elle et contre l'Etat, considéré par elle et avec beaucoup de raison, comme le dernier et le plus puissant moyen de salut. » (Bakounine, « Aux compagnons de la fédération jurassienne », III, p. 74.)

Cette institution, c'est l'Association internationale des travailleurs qui organise les travailleurs sur la base de leur rôle dans le processus de production.

En préconisant la prise du pouvoir dans le cadre des institutions du régime parlementaire, les marxistes, pense Bakounine, seront conduits à conclure « un pacte politique nouveau entre la bourgeoisie radicale ou forcée de se faire telle et la minorité intelligente, respectable, c'est-à-dire dûment embourgeoisée, du prolétariat des villes, à l'exclusion et au détriment de la masse du prolétariat, non seulement des campagnes, mais des villes. Tel est le vrai sens des candidatures ouvrières aux Parlements des Etats existants »⁶³.

Le passage suivant montre un aspect tout à fait méconnu de Bakounine comme penseur de la révolution :

« L'abolition de l'Etat, tel est donc le but politique de l'Internationale, dont la réalisation est la *condition préalable* ou l'accompagnement nécessaire de l'émancipation économique du prolétariat. Mais ce but ne saurait être atteint d'un seul coup, car dans l'histoire, comme dans le monde physique, rien ne se fait d'un seul coup. Même les révolutions les plus soudaines, les plus inattendues et les plus radicales ont toujours été préparées par un long travail de décomposition et de nouvelle formation, travail souterrain ou visible, mais jamais interrompu et toujours croissant. Donc pour l'Internationale aussi il ne s'agit pas de détruire du jour au lendemain tous les Etats. L'entreprendre ou le rêver serait une folie⁶⁴. »

« Le temps où l'on croyait aux miracles » est passé, ajoute le révolutionnaire russe, c'est-à-dire « l'interruption arbitraire du cours naturel et fatal des choses soit dans le monde

⁶³ Lettre à *La Liberté*, 5 octobre 1872, Œuvres, Champ libre, III, p. 161.

⁶⁴ Aux compagnons de la fédération jurassienne, III, 75-76.

physique, soit dans l'humaine société, par une puissance occulte et absolument spontanée »⁶⁵. On retrouve l'écho de ce qu'écrivait Bakounine en 1872 dans un texte d'Engels écrit vingt-trois ans plus tard :

« Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes, est passé⁶⁶. Là où il s'agit d'une transformation complète de l'organisation de la société, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pour quoi elles interviennent (avec leur corps et avec leur vie). Voilà ce que nous a appris l'histoire des cinquante dernières années⁶⁷. »

Dans son Introduction, Engels ajoute que pour parvenir à faire agir les masses, « un travail long, persévérant est nécessaire ; c'est précisément ce travail que nous faisons maintenant, et cela avec un succès qui met au désespoir nos adversaires. »

⁶⁵ Engels, introduction de 1895 aux *Luttes de classes en France*.

⁶⁶ On ne peut s'empêcher de penser à une lettre que Bakounine écrivit vingt ans plus tôt à Elisée Reclus : « ...la révolution pour le moment est rentrée dans son lit, nous retombons dans la période des évolutions, c'est à dire dans celle des révolutions souterraines, invisibles et souvent même insensibles. » Plus loin il répète encore : « l'heure de la révolution est passée ».

⁶⁷ Engels, introduction de 1895 aux *Luttes de classes en France*. Dans ce texte, le rejet des « coups de main » s'accompagne de l'affirmation de la nécessité de l'action parlementaire de la classe ouvrière : « Déjà le *Manifeste communiste* avait proclamé la conquête du suffrage universel, de la démocratie, comme une des premières et des plus importantes tâches du prolétariat militant... » « ils ont utilisé le droit de vote de telle sorte qu'ils en ont été récompensés de mille manières et que cela a servi d'exemple aux ouvriers de tous les pays. Ils ont transformé le droit de vote, selon les termes du programme marxiste français, de moyen de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation. »

Le constat que faisait Bakounine – vingt ans plus tôt il est vrai – n’était pas aussi optimiste. Si l’heure de la révolution est passée, c’est parce que « à mon grand désespoir j’ai constaté et je constate chaque jour de nouveau, que la pensée, l’espérance et la passion révolutionnaires ne se trouvent absolument pas dans les masses ». Nous ne sommes plus à l’époque où « le mouvement général était ascendant » et où « le moindre effort créait une force » mais dans une période de régression.

« Jamais la réaction internationale de l’Europe ne fut si formidablement armée contre tout mouvement populaire – Elle a fait de la répression une nouvelle science qu’on enseigne systématiquement dans les écoles militaires aux lieutenants de tous les pays. »

Pour sortir de ce « cloaque », dit Bakounine, il faudra « une immense révolution sociale ». Or face à cela, qu’avons-nous ? « Les masses désorganisées » qui ne sont « sont pas même suffisamment passionnées pour leur propre salut, quand elles ne savent pas ce qu’elles doivent vouloir et quand elles ne veulent pas ce qui seul peut les sauver ».

Il est peut-être difficile de comparer deux textes traitant le même sujet – le temps des révolutions est passé – mais écrits à vingt ans d’intervalle. D’autant que Bakounine voit les choses avec le point de vue des vaincus du conflit dans l’Internationale, ceux qui ont été exclus par les manœuvres bureaucratiques de Marx, qu’il appelle lui-même les « derniers Mohicans de l’Internationale », les Jurassiens et les Belges qui, « malgré toutes les difficultés, adversités et malgré tous les obstacles, au milieu de l’indifférence générale, opposent leur front obstiné au cours absolument contraire des choses », tandis qu’Engels se place du point de vue de la social-démocratie allemande triomphante dont le modèle s’étend à toute l’Europe :

« L’ironie de l’histoire mondiale met tout sens dessus dessous. Nous, les “révolutionnaires”, les “chambardeurs”,

nous prospérons beaucoup mieux par les moyens légaux que par les moyens illégaux et le chambardement ⁶⁸... »

Les deux millions d'électeurs de la social-démocratie constituent « la masse la plus nombreuse, la plus compacte, le "groupe de choc" décisif de l'armée prolétarienne internationale ». Représentant un quart des suffrages, cette masse « augmente sans cesse » : « Sa croissance se produit aussi spontanément, aussi constamment, aussi irrésistiblement et, en même temps, aussi tranquillement qu'un processus naturel. » Si ce processus continue, dit Engels, « nous conquerrons d'ici la fin du siècle la plus grande partie des couches moyennes de la société, petits bourgeois ainsi que petits paysans, et nous grandirons jusqu'à devenir la puissance décisive dans le pays, devant laquelle il faudra que s'inclinent toutes les autres puissances, qu'elles le veuillent ou non ».

Il faut donc maintenir cet accroissement jusqu'à ce que « de lui-même il devienne plus fort que le système gouvernemental au pouvoir ». Pour cela, il ne faut pas « user dans des combats d'avant-garde ce "groupe de combat" qui se renforce journellement » mais le garder intact jusqu'au jour décisif ». Le seul danger que court le mouvement socialiste en Allemagne, c'est une « collision de grande envergure avec les troupes, une saignée comme en 1871 à Paris ».

Engels annonce en fait l'intégration de la social démocratie dans l'Etat. De fait, la social-démocratie est devenue un parti de masse dont l'in vraisemblable réseau d'appendices : coopératives, associations diverses, écoles etc. a tissé une toile d'araignée dans la société qui contribue à intégrer totalement le parti dans le système. Une bureaucratie politique et syndicale bien payée gère tout un ensemble d'institutions : caisses de secours, coopératives etc. Les permanents ont un niveau de vie qui les apparente à la petite bourgeoisie. Les militants deviennent des gestionnaires, des administrateurs. Les appareils politique et syndical sont aux mains de permanents. Les succès électoraux renforcent la bureaucratie,

⁶⁸ Engels, *loc. cit.*

et c'est parmi les élus qu'on trouve surtout les « révisionnistes »⁶⁹.

Lorsque quinze ans après la mort d'Engels éclatera en Allemagne une révolution prolétarienne, le parti social-démocrate ne voudra pas courir le risque de perdre tout cela : il deviendra un parti de l'ordre, celui qui fera fusiller Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht.

Toutes les prédictions de Bakounine se seront accomplies.

C'est pour ne pas risquer de perdre l'énorme infrastructure construite par la social-démocratie – parti, syndicats, coopératives, associations de toutes sortes – que celle-ci a voté les crédits de guerre et, surtout, qu'elle a férocement réprimé le mouvement révolutionnaire après la guerre : il ne fallait surtout pas s'« user dans des combats d'avant-garde ».

La conclusion de la lettre de Bakounine à Elisée Reclus était prophétique. L'issue prévisible de ce reflux de la combativité ouvrière était, selon lui, « la guerre universelle. Ces immenses Etats militaires doivent bien s'entredétruire et s'entredévorer tôt ou tard. – Mais quelle perspective »⁷⁰.

⁶⁹ En 1898, Edouard Bernstein tente une révision du marxisme en proposant de mettre la théorie en conformité avec les pratiques. Il adresse une lettre au congrès de Stuttgart dans laquelle il aborde la question de l'imminence de « l'écroulement de la société bourgeoise » ; il récuse l'idée selon laquelle la social-démocratie doit « régler sa tactique sur cette grande catastrophe ». « Les partisans de cette théorie du cataclysme invoquent, à l'appui de leur façon de voir, le *Manifeste communiste*. A tort, sous tous les rapports. » Bernstein dira l'année suivante dans *Socialisme théorique et social-démocratie pratique* : « Une erreur ne devient pas sacrée par le fait qu'à un moment donné Marx et Engels l'ont partagée... » Le révisionnisme, qui n'était qu'une mise à jour critique et limitée du marxisme, devint dès lors une doctrine hérétique, une insulte politique. La pensée de Bernstein a été abondamment déformée par ses adversaires du parti.

⁷⁰ Bakounine, lettre à Elisée Reclus, 15 février 1875.

« L'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée »

Si la « période transitoire » de la bourgeoisie dura jusque vers 1830 – sur ce point Bakounine et Marx sont d'accord – et si une transition est nécessaire pour parvenir à une société socialiste, cela implique nullement une période indéfinie pendant laquelle les masses devraient attendre que des conditions mythiques soient réalisées, période pendant laquelle elles seraient exclues de tout pouvoir de décision.

C'est la raison pour laquelle la notion de « dictature du prolétariat » n'a pas de sens. Décrire celle-ci tour à tour comme une dictature jacobine, un régime fédéraliste du type de la Commune de Paris et un gouvernement issu du suffrage universel ôte à ce concept toute validité opérationnelle. Est laissée en suspens la question du cadre institutionnel dans lequel cette prétendue « dictature » doit s'exercer. L'absence totale de précision sur ce cadre institutionnel, ou l'ambiguïté de celui-ci, ou encore la multiplicité de ses formes dans la pensée marxiste, laisse entendre que l'exercice de la souveraineté de la classe ouvrière est liée au hasard ou aux circonstances et en aucun cas aux particularités mêmes de l'organisation de celle-ci en classe.

Si Bakounine affirme la nécessité de refuser toute participation aux institutions de la société bourgeoise, c'est parce que selon lui le cadre institutionnel de la souveraineté ne se trouve pas là mais dans le remplacement de l'organisation de classe de la bourgeoisie par l'organisation de classe du prolétariat, c'est-à-dire « l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée ». L'organisation de classe de la bourgeoisie, c'est l'Etat ; celle de la classe ouvrière, c'est l'Internationale, c'est-à-dire une organisation qui regroupe la population laborieuse sur la base de son rôle dans le processus de production, non une organisation de citoyens, comme les partis.

Une « révolution subite, non préparée par tout le développement nécessaire de tout le passé, et produite uniquement soit par le libre arbitre de quelques individus, soit

même par la volonté collective, mais arbitraire, d'une immense association, serait un vrai miracle, par conséquent une impossibilité ! »⁷¹. Dans le monde réel, y compris le monde humain, « il n'y a jamais eu de création, il n'y a que transformation nécessaire ». L'Internationale n'est donc pas la « cause première de la grande révolution qui se prépare, qui se fait déjà dans le monde ; elle en est la manifestation, l'instrument à la fois producteur et produit. Elle est le dernier mot de l'histoire : surgie du fond même des nécessités sociales actuelles, elle est le signe infaillible de la décomposition du vieux monde, et la promotrice puissante mais non arbitraire, et puissante précisément parce qu'elle n'est point arbitraire, d'une organisation nouvelle devenue, par la force même des choses et par suite du développement fatal de l'humaine société, généralement nécessaire »⁷².

La dissolution du vieux monde et la formation du nouveau, dit Bakounine, « s'enchaînent » : « La seconde est une conséquence fatale de la première. La transition entre elles s'appelle révolution⁷³. »

Dans cette lettre, Bakounine reprend le texte d'une circulaire du congrès jurassien :

« La société future ne doit être autre chose que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée. Nous devons donc avoir soin de rapprocher le plus possible cette organisation de notre idéal. Comment voudrait-on qu'une société égalitaire et libre sortît d'une organisation autoritaire⁷⁴ ? C'est impossible.

⁷¹ *Ibid.* p. 76.

⁷² *Ibid.*

⁷³ Bakounine, « Aux compagnons de la fédération des sections internationales du Jura », février-mars 1872, Œuvres, III, 76.

⁷⁴ Rappelons que le terme « autoritaire » est encore pris à ce moment-là dans le sens de « bureaucratique » : une organisation « autoritaire » est une organisation dans laquelle les membres qui la composent ne contrôlent pas la direction. Chez Proudhon l'autorité, c'est le *pouvoir politique*, ce n'est pas une disposition de caractère...

L'Internationale, embryon de la future société humaine, est tenue d'être, dès maintenant, l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération, et de rejeter de son sein tout principe tendant à l'autorité, à la dictature ⁷⁵. »

Bakounine comme Marx partent du présupposé que la Révolution française était inévitable parce que la bourgeoisie était devenue socialement dominante. Ils ne font pas de démonstration de cette hypothèse, à moins de considérer comme telles les indications sommaires que donne Marx, dans *l'Idéologie allemande*, sur l'histoire de la bourgeoisie à partir du Moyen Age, ou le tableau qu'en brosse Bakounine dans sa « Conférence aux ouvriers de Saint-Imier ». Ce dernier, cependant, revient fréquemment sur le long travail de préparation idéologique qui, à son avis, a rendu la révolution effective dans les esprits avant que de la rendre possible dans les faits. Loin d'être une affirmation idéaliste, il s'agit là, au contraire, du constat du long travail souterrain d'une idée qui, lorsqu'elle s'empare des masses, devient une force matérielle. Toute la littérature du XVII^e siècle et celle du XVIII^e ont produit les « filières souterraines » qui, en développant l'idée du matérialisme, du rationalisme et de la libre pensée, ont abouti à l'embrasement de la Révolution. Ces filières semblent tellement évidentes à Bakounine que Robespierre est présenté comme l'héritier de Rousseau et Mirabeau comme celui de Voltaire ⁷⁶.

Le travail souterrain de l'idée révolutionnaire est celui qui s'est effectué parallèlement au développement des conditions matérielles liées au renforcement économique de la bourgeoisie *au sein même* de l'Ancien régime. En réalité, on peut considérer que la « transition » prend deux formes : une forme souterraine qui a pris au moins deux siècles pendant lesquels la bourgeoisie a développé à la fois les bases

⁷⁵ Bakounine : « Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura ».

⁷⁶ Cf. *Etatisme et anarchie*, 1873, IV.

matérielles et la légitimation idéologique de la révolution ; et une transition ouverte, qui a duré quelques dizaines d'années.

Il y a cependant de nombreux textes de Bakounine dans lesquels il s'oppose vigoureusement à l'idée de transition, comme par exemple dans une lettre au journal *Le Liberté* de Bruxelles datant d'octobre 1872 :

« Nous n'admettons pas, même comme transition révolutionnaire, ni les Conventions nationales, ni les Assemblées constituantes, ni les gouvernements provisoires, ni les dictatures soi-disant révolutionnaires ; parce que nous sommes convaincus que la révolution n'est sincère, honnête et réelle que dans les masses, et que lorsqu'elle se trouve concentrée entre les mains de quelques individus gouvernants, elle devient inévitablement et immédiatement la réaction. »

A vrai dire, ce n'est pas tant à la *transition* qu'il s'oppose qu'à la transition mise en œuvre par les institutions étatiques, qu'il s'agisse de « conventions nationales » ou de « dictatures révolutionnaires ». Il prend vigoureusement position contre le principe de transition lorsque celle-ci est placée sous la « tutelle bienfaisante exercée sous quelques formes que ce soit, par les minorités intelligentes, et naturellement désintéressées, sur les masses »⁷⁷. A cela il oppose « l'abolition de tous les gouvernements, de tout ce qu'on appelle domination, tutelle et pouvoir, y compris évidemment la soi-disante révolutionnaire et provisoire, que les Jacobins de l'Internationale, disciples ou non disciples de Marx nous recommandent comme un moyen de transition absolument nécessaire, prétendent-ils, pour consolider et pour organiser la victoire du prolétariat »⁷⁸.

⁷⁷ Lettre à Anselmo Lorenzo, 10 mai 1872.

⁷⁸ *Ibid.*

Pour Bakounine, cette dictature « ne pourra jamais produire d'autre effet que de paralyser et de tuer la vitalité même et la puissance de la révolution populaire ».

Force est de constater que l'expérience lui a donné raison.

Le révolutionnaire russe en appelle à ceux qui se sentent la vocation de tuteur de la classe ouvrière, à renoncer « au rôle à la fois providentiel et odieux de bienfaiteurs, de tuteurs, d'organiseurs et de directeurs de la société ».

« Laissez aux collectivités diverses, aux associations, aux communes, leur autonomie complète. Qu'elles se fédèrent librement, selon leurs attractions naturelles, leurs nécessités, leurs intérêts, leurs besoins ; et vous verrez que toutes ces questions de races, de langues, de traditions, de coutumes, tomberont d'elles-mêmes. Abandonnant toute pensée de domination – cette pensée devait nécessairement disparaître avec la possibilité de sa réalisation, c'est-à-dire avec l'Etat, – délivrées désormais de toute crainte de se voir dominées par les autres ; poussées par la nécessité de s'entendre les unes avec les autres pour organiser leur existence économique, leur travail, l'échange de leurs produits, leurs voies de communication, l'instruction publique, et au besoin leur défense ; et se laissant invinciblement entraîner et diriger par cette loi toute puissante de la solidarité humaine, qui n'est point une loi politique mais une loi naturelle, fatale, source et cause de tous les développements historiques de l'humaine société jusqu'ici, mais dont toutes les lois politiques n'ont été que la systématique négation ; livrées enfin à leur spontanéité complète et à leurs libres instincts, développés par l'histoire et déterminés par leur situation économique actuelle, les associations et les communes, après une époque, plus ou moins longue et plus ou moins pénible, de transition [*Je souligne*], d'hésitation et de lutte, finiront par s'équilibrer, non conformément à des lois arbitraires et abstraites qu'une autorité quelconque leur imposerait d'en haut, mais conformément à l'être réel de chacune, aux

nécessités et aux forces vivantes de chacune, et unanimement inspirées par cet esprit d'équité, d'égalité et de liberté, qui commence à constituer aujourd'hui la passion dominante et pour ainsi dire la religion des masses, elles se donneront la main pour organiser ensemble une fédération fondée largement sur le travail de tous et sur le respect humain. Et dans cette société nouvelle, la pratique de la justice humaine sera aussi naturelle, que l'est celle de l'iniquité aujourd'hui ⁷⁹. »

La citation, un peu longue, donne un aperçu de ce que Bakounine entendait par « abolition de l'Etat » et montre qu'il n'a de toute évidence pas le sentiment que les choses pourraient se faire du jour au lendemain. Il y aura nécessairement une transition, mais une transition dont les populations concernées seront les actrices. C'est sans doute précisément ce qui chagrine tant les « tuteurs » autoproclamés de la classe ouvrière.

La formulation peut sembler quelque peu candide. Elle peut aussi sembler faire la part belle à la spontanéité – alors que Bakounine était en réalité tout sauf un spontanéiste ⁸⁰. Il avait pourtant pressenti une chose que l'expérience historique du « socialisme réel » a révélée avec une ampleur tragique : si la classe ouvrière et si une partie importante de la population ne sont pas les actrices de la transition, les « tuteurs bienveillants » mèneront la révolution au désastre.

Le dernier mot du révolutionnaire russe sur le programme marxiste en matière de transition et de dictature se trouve dans *Etatisme et anarchie*, publié en 1873, peu avant sa mort. Il résume parfaitement le problème mais, pour bien situer le sens

⁷⁹ Aux compagnons de la Fédération des sections internationales du Jura, février-mars 1872.

⁸⁰ La notion de spontanéité chez Bakounine a créé bien des malentendus. Un phénomène social est spontané lorsqu'il se déroule à partir des seuls déterminismes internes des groupes sociaux concernés, sans intervention extérieure, ce qui ressemble beaucoup à du déterminisme...

du discours bakouninien, il faut garder à l'esprit que les « marxistes » et les socialistes qu'il critique entendent réaliser leur projet par la voie parlementaire. Il faut aussi savoir qu'il assimile les positions de Marx et de Lassalle, à tort, mais les informations dont il disposait à l'époque ne lui permettaient pas de faire la distinction. Il reste que son argumentaire reste particulièrement pertinent, surtout à la lumière de l'expérience historique du mouvement communiste.

Bakounine s'oppose en premier lieu aux idées d'« Etat populaire » et de « prolétariat organisé en classe dominante ». Il ignore sans doute que Marx s'était beaucoup énervé contre l'idée d'« Etat populaire » avancée par les lassalliens.

« Si le prolétariat devient la classe dominante », demande Bakounine, qui dominera-t-il ? Il ne semble pas lui venir à l'esprit que la classe qui est censée être dominée par le prolétariat dans la dictature du prolétariat est, aux yeux des marxistes, *la classe bourgeoise*. Ce n'est pas dans cette optique qu'il aborde la notion de classe dominante. Selon Bakounine, une classe dominante est nécessairement une classe *exploiteuse* – cette notion est liée à sa conviction que l'Etat est l'organe par lequel une classe d'exploiteurs assure sa pérennité. La bourgeoisie étant exclue de toute possibilité d'exploiter le prolétariat, l'instauration de celui-ci en classe dominante le place inévitablement en situation d'être également une classe exploiteuse. Ainsi Bakounine a-t-il l'intuition d'un phénomène qu'on observera dans la révolution russe : la classe exploitée sera la paysannerie.

« C'est donc qu'il restera encore une classe soumise à cette nouvelle classe régnante, à cet Etat nouveau, ne fût-ce, par exemple, que la plèbe des campagnes qui, on le sait, n'est pas en faveur chez les Marxistes et qui, située au plus bas degré de la civilisation, sera probablement dirigée par le prolétariat des villes et des fabriques ⁸¹... »

⁸¹ *Etatisme et anarchie.*

Bakounine pose également une question pratique, réminiscence des réflexions de Proudhon : une classe entière ne peut pas se trouver « à la direction des affaires publiques ». Aussi le « gouvernement populaire » des marxistes est-il « le gouvernement du peuple au moyen d'un petit nombre de représentants élus par le peuple au suffrage universel ». C'est là, dit Bakounine, le « dernier mot des marxistes », c'est « un mensonge qui cache le despotisme de la minorité dirigeante, mensonge d'autant plus dangereux qu'il est présenté comme l'expression de la prétendue volonté du peuple ». On en vient inévitablement au « gouvernement de l'immense majorité des masses populaires par une minorité privilégiée ».

« Mais cette minorité, disent les Marxistes, se composera d'ouvriers. Oui, certes, d'anciens ouvriers, mais qui, dès qu'ils seront devenus des gouvernants ou des représentants du peuple, cesseront d'être des ouvriers et se mettront à regarder le monde prolétaire du haut de l'Etat, ne représenteront plus le peuple, mais eux-mêmes et leurs prétentions à le gouverner. Qui en doute, ne connaît pas la nature humaine⁸². »

⁸² *Etatisme et anarchie*. Cette réflexion rejoint totalement l'analyse de Marc Ferro dans *Des soviets au communisme bureaucratique* (collection Archives-Gallimard). M. Ferro explique que la prise du pouvoir par les bolcheviks a garanti à de nombreux éléments des couches populaires, qui ne partageaient pas les orientations du parti bolchevik, une intégration dans l'appareil d'Etat. Les dirigeants bolcheviks de la vieille garde du parti disposèrent ainsi « d'une première clientèle, organiquement liée à eux, ces hommes et femmes qui sont plus encore solidaires du régime que les ouvriers demeurés ouvriers, ou les paysans demeurés paysans, et qui, tout en bénéficiant d'avantages que leur apporte Octobre, en attribuent le mérite autant à leur propre action qu'au parti bolchevik. Il se pourrait même que ces apparatchiki aient été plus inconditionnels du nouveau régime que bien des militants bolcheviks qui n'étaient pas nécessairement en accord avec la politique de leurs dirigeants. »

La logique enclenchée par le parti bolchevik a créé une situation qui lui échappait complètement : une « dictature du prolétariat » avec

Nous aurons affaire à un « pseudo-Etat populaire » qui sera « le gouvernement despotique des masses prolétaires par une nouvelle et très restreinte aristocratie de vrais ou de prétendus savants ». Ce n'est pas pour rien que « les termes “socialiste scientifique”, “socialisme scientifique” (...) reviennent sans cesse dans les écrits des lassalliens et des Marxistes ».

« Le peuple n'étant pas savant, il sera entièrement affranchi des soucis gouvernementaux et tout entier intégré dans le troupeau des gouvernés. Bel affranchissement ⁸³ ! »

Les marxistes se rendent compte de cette contradiction, dit Bakounine, et se consolent en disant que « cette dictature sera temporaire et de courte durée ».

« Ils prétendent que son seul souci et son unique fin sera de donner l'instruction au peuple et de le porter, tant économiquement que politiquement, à un tel niveau que tout gouvernement ne tardera pas à devenir inutile ; et l'Etat, après avoir perdu son caractère politique, c'est-à-dire autoritaire, se transformera de lui-même en organisation tout à fait libre des intérêts économiques et des communes ⁸⁴. »

Mais, objecte Bakounine, « si leur Etat est effectivement un Etat populaire, quelles raisons aurait-on de le supprimer ? Et si, d'autre part, sa suppression est nécessaire pour l'émancipation réelle du peuple, comment pourrait-on le qualifier d'Etat populaire » ?

« En polémisant avec eux, nous les avons amenés à reconnaître que la liberté ou l'anarchie, c'est-à-dire l'organisation libre des masses ouvrières de bas en haut, est

1 240 000 ouvriers, 5 millions de fonctionnaires (comparés aux 130 000 de l'ancien régime !) et 160 millions de paysans.

⁸³ *Etatisme et anarchie.*

⁸⁴ *Ibid.*

l'ultime but de l'évolution sociale et que tout Etat, y compris leur Etat populaire, est un joug, ce qui signifie que, d'une part, il engendre le despotisme et, de l'autre, l'esclavage.

« Selon eux, ce joug étatique, cette dictature est une phase de transition nécessaire pour arriver à l'émancipation totale du peuple : l'anarchie ou la liberté étant le but, l'Etat ou la dictature le moyen. Ainsi donc pour affranchir les masses populaires, on devrait commencer par les asservir. Pour le moment, notre polémique s'est arrêtée sur cette contradiction.

« Les Marxistes prétendent que seule la dictature, bien entendu la leur, peut créer la liberté du peuple ; à cela nous répondons qu'aucune dictature ne peut avoir d'autre fin que de durer le plus longtemps possible et qu'elle est seulement capable d'engendrer l'esclavage dans le peuple qui la subit et d'éduquer ce dernier dans cet esclavage ; la liberté ne peut être créée que par la liberté, c'est-à-dire par le soulèvement du peuple entier et par la libre organisation des masses laborieuses de bas en haut ⁸⁵.

« Tandis que la théorie politico-sociale des socialistes anti-autoritaires ou anarchistes les mène infailliblement à une rupture complète avec tous les gouvernements, avec toutes les formes de la politique bourgeoise, et ne leur laisse d'autre issue que la révolution sociale, la théorie adverse, la théorie des communistes autoritaires et de l'autoritarisme scientifique attire et engluie ses partisans, sous prétexte de tactique, dans des compromis incessants avec les gouvernements et les différents partis politiques bourgeois, c'est-à-dire les pousse directement dans le camp de la réaction ⁸⁶. »

⁸⁵ Cf. également : « Selon eux, ce joug étatique, cette dictature est une phase de transition nécessaire pour arriver à l'émancipation totale du peuple : l'anarchie ou la liberté étant le but, l'Etat ou la dictature le moyen. Ainsi donc pour affranchir les masses populaires, on devrait commencer par les asservir. » (*Etatisme et anarchie.*)

⁸⁶ *Ibid.*

Ces quelques paragraphes montrent à l'évidence que Bakounine connaissait parfaitement les termes du débat.

Libertaires et dictature du prolétariat

L'ironie de l'histoire est sans doute que ce sont les bakouniniens de l'Internationale, puis les courants qui se sont développés par la suite en se référant aux « anti-autoritaires » de l'Internationale, qui ont le mieux développé l'idée de « dictature du prolétariat », si on entend par là la mise en place d'une politique et d'institutions destinées à la fois à empêcher le retour au pouvoir de la bourgeoisie et la mise en place d'un projet social dans lequel la population laborieuse décide et contrôle.

En effet, le marxisme de l'époque de Marx, puis la social-démocratie allemande qui a servi de modèle au mouvement socialiste international, n'envisageait pas autre chose que la prise du pouvoir par les élections, ce qui impliquait inévitablement des alliances électorales avec les fractions les plus radicales de la bourgeoisie : une telle politique, avait prévenu Bakounine, conduit inévitablement aux compromis et à l'édulcoration du programme socialiste.

L'« anarchisme »⁸⁷ de Bakounine est un fait tardif : s'il s'est nourri de la lecture de Proudhon, son adhésion à ce courant ne date que de 1868-1869. La théorie qu'il commence à élaborer à ce moment-là découle de l'observation attentive qu'il fait des pratiques du mouvement ouvrier de son temps. A ce titre, il doit beaucoup au militant belge César de Paepe, qui a écrit en 1869 un texte intitulé significativement « Les institutions actuelles de l'Internationale au point de vue de leur

⁸⁷ On ne parlait pas d'« anarchisme » à l'époque. Bakounine se disait socialiste révolutionnaire ou collectiviste. Le terme d'« anti-autoritaire » était alors synonyme d'anti-bureaucratique ; il ne se situait pas dans le registre psychologique ou comportemental, comme ce sera le cas plus tard dans le mouvement anarchiste – mais il s'agira alors d'une dérive sémantique du terme.

avenir »⁸⁸. Le militant belge part de l'idée que les institutions que le prolétariat se constitue sous le capitalisme préfigurent les institutions de l'avenir : « Nous voulons montrer que l'Internationale offre déjà le type de la société à venir, et que ses diverses institutions, avec les modifications voulues, formeront l'ordre social futur. »

Ainsi la « section » de l'Internationale, par opposition à la section de métier, est une structure interprofessionnelle, implantée sur une localité, regroupant « les ouvriers de tous les métiers sans distinction. Là doivent être traitées les affaires qui intéressent tous les travailleurs, quelle que soit leur profession. » La section, dit De Paepe, « est le type de la commune. » C'est ce que Bakounine appelle la « section centrale ».

Le Conseil fédéral regroupe ce que De Paepe appelle des « sociétés de résistance », que Bakounine appelle les « sections de métier », et qui sont en fait des structures de type syndical, implantées dans les entreprises : elles groupent autour d'elles les ouvriers d'un même métier : aujourd'hui elles leur apprennent à « discuter leurs intérêts, à calculer le prix de vente et le prix de revient pour baser là-dessus leurs prétentions, la société de résistance est destinée à organiser le travail dans l'avenir ». Les sociétés de résistance se transformeront en ateliers coopératifs, dit De Paepe.

Le militant belge passe en revue l'ensemble des institutions que la classe ouvrière s'est créées : les sociétés coopératives de consommation remplaceront le commerce actuel ; les caisses de secours mutuel et de prévoyance deviendront des sociétés d'assurance universelle. Les rapports entre les pays seront assurés par un Conseil général international : plus de diplomates, plus de guerres.

Puisqu'on n'est un homme complet que lorsque l'on est travailleur et savant en même temps, les travailleurs réunis au

⁸⁸ Cité dans Bakounine, *Œuvres*, éd. Lebovici, tome III, appendice III, p. 255-256. Cf. *Le Progrès* du Locle, n° 9 du 1^{er} mars 1869, l'article "L'Internationale et ses institutions de l'avenir".

congrès du Bruxelles ont réclamé l'instruction intégrale qui comprend à la fois la science et l'apprentissage des métiers.

Selon De Paepe, les sections seront reliées en fédération, par bassins, puis par pays. Les fédérations comprendront un groupement par sections, mais aussi par corps de métier, comme cela existe pour les communes. Ainsi le travail pourra être organisé au sein des communes et au sein du pays tout entier.

« Nous croyons maintenant avoir montré que l'Internationale renferme en germe dans son sein toutes les institutions de l'avenir. Que dans chaque commune, ils s'établisse une section de l'Internationale, et la société nouvelle sera formée et l'ancienne s'écroulera d'un souffle. »

De Paepe ne fait rien d'autre que définir – de manière certes un peu naïve dans un document de propagande – la notion d'abolition de l'Etat. Bakounine tient exactement le même langage que celui de De Paepe : la question de savoir si l'un a copié sur l'autre n'a pas de sens. L'anarchisme de Bakounine est issu directement de l'observation qu'il a pu faire de l'activité des ouvriers pendant la période où il séjournait dans le pays. Mais plus largement, les idées que les deux hommes développent sur l'organisation du prolétariat comme préfiguration de l'organisation de la société émancipée étaient tout simplement dans l'air du temps. Et ils décrivent une organisation qui exclut la classe bourgeoise organisée, en tant que telle, sinon les bourgeois en tant qu'individus – s'ils ont une activité professionnelle – de tout moyen d'action. Le même raisonnement vaut évidemment pour les « révolutionnaires professionnels ». Pour l'anecdote, lorsque les conseils d'ouvriers et de soldats tinrent leur congrès à Berlin le 16 décembre 1918, avec à l'ordre du jour la constitution d'une « Assemblée nationale ou gouvernement des conseils » Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht ne purent se porter candidats parce qu'ils ne travaillaient pas... Cela ne

saurait évidemment convenir aux « tuteurs » de la classe ouvrière que Bakounine dénonce.

L'historien marxiste Franz Mehring fait remarquer qu'en 1872 les auteurs du *Manifeste* « ont eux-mêmes reconnu que le texte était “vieilli par endroits” »⁸⁹. En réalité, ce n'est pas tant un point particulier que l'ensemble du programme élaboré par le *Manifeste* qui est « vieilli » : on se trouve au lendemain de la Commune de Paris qui a mis en pratique des principes radicalement opposés à ceux développés par Marx et Engels dans le *Manifeste*.

Les « marxistes » de l'Internationale appliquaient une stratégie élaborée trente ans plus tôt dans le *Manifeste communiste*, alors que le prolétariat était encore dans les limbes, alors qu'il n'existait pas en Allemagne d'industrie digne de ce nom. Vingt-cinq ans plus tard, en 1871, le *Manifeste* est complètement dépassé par le niveau des débats qui s'étaient engagés dans l'AIT sur les questions de stratégie et d'organisation du mouvement ouvrier. La vision d'avenir était portée par ceux qui innovaient, ceux qui avaient commencé à développer une vision moderne de la lutte et de l'organisation, les collectivistes de l'Internationale.

Russie 1920 : « L'Opposition ouvrière »

En 1920, la politique du parti bolchevik a conduit la révolution à la catastrophe. Toute expression libre d'une divergence est interdite et sévèrement réprimée à l'extérieur du parti.

Une masse importante de travailleurs commence à s'opposer aux orientations du parti ; une frange non négligeable de militants locaux s'opposent à la centralisation et à l'autoritarisme de l'Etat ; enfin, à l'intérieur du parti bolchevik se font jour des conflits de personnalités, une lutte

⁸⁹ Dans l'Introduction à l'édition allemande de 1872 du *Manifeste*, Marx et Engels reconnaissent que son programme « est aujourd'hui vieilli sur certains points ».

entre différentes factions pour le pouvoir et le renforcement de l'autorité centrale du parti contre toute activité locale.

Cependant, la liberté d'expression n'a pas encore été totalement étouffée dans le parti. Le Comité central est au bord de la scission. Des oppositions se forment, recueillant la sympathie des communistes du mouvement syndical, oppositions qui constituent une véritable menace pour l'appareil dirigeant. La menace vient surtout des syndicats, dont les militants sont bien plus en prise avec la réalité que la direction du parti. On se trouve ainsi devant une nouvelle illustration du fossé qui oppose les tenants d'une vision idéologique des choses – la direction du parti – et ceux qui sont confrontés au principe de réalité – les militants, y compris bolcheviks, des syndicats. Lénine est suffisamment réaliste pour se rendre compte qu'il ne faut pas rompre avec les syndicats : « Si le Parti rompt avec les syndicats, il a tort, et ce sera à coup sûr la perte du pouvoir soviétique. »

Au contraire de Trotski, Lénine pensait qu'il ne fallait pas heurter de front les dirigeants syndicaux, qu'il fallait trouver des méthodes plus subtiles pour contrôler les syndicats et s'assurer de leur collaboration au comité central. Bien mieux que Trotski, Lénine perçoit les rapports de force. « Nous n'avons pas d'autre soutien que des millions de prolétaires, inconscients, le plus souvent incultes, peu évolués, illettrés, mais qui, en tant que prolétaires, suivent leur parti. » Les syndicats sont l'organisation qui regroupe l'ensemble de la classe ouvrière sur des bases de classe ; ils sont un encadrement naturel du prolétariat, « une école du communisme », « le réservoir du pouvoir d'Etat », pourvu qu'ils soient, évidemment, contrôlés par le parti. A ce titre, ils ne sont pas seulement une administration, dit Lénine, ils sont « *la source d'où nous tirons tout notre pouvoir* »⁹⁰.

⁹⁰ Rapport au II^e congrès des mineurs de Russie, Œuvres complètes, tome 32, p. 52-53.

L'opposition la plus sérieuse à l'intérieur du parti était incontestablement l'Opposition ouvrière dont les figures les plus connues sont Alexandra Kollontaï et Chliapnikov ⁹¹.

Les thèses de l'Opposition ouvrière étaient soutenues par les communistes du syndicat des métallurgistes, du syndicat des mineurs et d'autres dirigeants syndicaux. Selon eux, l'industrie devait être contrôlée par les syndicats à travers un organisme élu par les syndicats, groupé par branches professionnelles. Chaque usine devait être gérée par un Comité ouvrier relevant de l'organisme syndical hiérarchiquement supérieur. Les responsables syndicaux devaient être élus. Les membres de ce groupe entendaient résoudre ainsi les problèmes de la désorganisation de l'économie. Cela ressemblait étrangement aux positions des collectivistes de l'AIT.

A la veille du X^e congrès, prévu pour mars 1921, on ne sait pas quelle tendance du comité central dominera le parti. La crise du comité central déborde largement cet organisme et s'étale dans la presse du parti. Les débats sur la question syndicale sont vifs dans les journaux et les organismes de base. Des groupes profitent du débat sur la question syndicale pour étaler des griefs plus profonds, concernant notamment la dictature du comité central, l'étouffement des initiatives locales.

Tout cela menace évidemment l'autorité de la direction et incite celle-ci à taire ses divergences et à s'unir pour faire face au danger. Trotski convainc Lénine qu'un débat organisé et patronné par le comité central couperait l'herbe sous les pieds

⁹¹ Peu avant le X^e congrès du parti communiste (8-16 mars 1921) parut un texte d'Alexandra Kollontaï intitulé « L'Opposition ouvrière » dont la direction du parti déclara qu'il fut tiré à 1 500 000 exemplaires mais qui ne le fut qu'à 1 500. L'organe des communistes de gauche britanniques publia le texte entre avril et août 1921, puis le texte parut en brochure en Grande-Bretagne et en Allemagne, en 1922. La *Revue anarchiste* publia la traduction française du texte en décembre 1923 et janvier 1924. Le texte a été réédité en 1962 par le groupe britannique Solidarity, et en 1965 dans la revue *Socialisme ou barbarie*.

de l'Opposition ouvrière qui avait l'écoute des milieux syndicaux. L'Opposition ouvrière affirmait la nécessité du contrôle de l'ensemble de l'industrie par les syndicats, point de vue qui était catalogué par Lénine de déviation anarcho-syndicaliste, mais qui intéressait nombre de syndiqués communistes. Ce débat eut lieu le 30 décembre 1920 à Moscou.

Il est évident que le programme de l'Opposition ouvrière retirait tout pouvoir au parti communiste ; dès lors que ce dernier perdait la possibilité de nommer les responsables syndicaux, il ne pouvait plus imposer sa politique par l'intermédiaire des membres du parti dociles qu'il avait placés dans les instances syndicales.

Les thèses de l'Opposition ouvrière suscitèrent des réactions extrêmement violentes car elles inquiétaient sérieusement la direction du parti. Ce courant, selon R.V. Daniels, était implanté dans le Sud-Est de la Russie d'Europe, c'est-à-dire le bassin du Donetz, le Don de le Kouban, la province de Samara. L'Opposition ouvrière contrôlait l'organisation du parti à Samara et le syndicat des métallurgistes dans tout le pays ; dans la province de Moscou elle recueillait un quart des voix du parti ; avant la fin de 1920, ils avaient une majorité de sympathisants en Ukraine ⁹².

Cependant, quelque « sympathique » que puisse paraître ce courant, somme toute le plus réaliste du parti bolchevik, il convient de rappeler qu'il n'intéresse que les *communistes* du mouvement syndical, qui formaient une minorité impopulaire bien que détenant les leviers de commande.

En outre, l'Opposition ouvrière n'envisageait pas que quiconque autre qu'un communiste puisse diriger les syndicats. Il ne s'agissait en rien de permettre aux ouvriers d'élire librement leurs représentants. L'Opposition ouvrière ne faisait aucune critique de la domination du parti sur l'ensemble du prolétariat. Lorsque Kollontai déclare que « les nominations ne doivent être tolérées qu'à titre d'exception ;

⁹² *The Conscience of the Revolution*, Harvard University Press, 1960, p. 127.

récemment elles ont commencé à devenir la règle », il ne lui vient pas à l'esprit que dans ce cas l'exception une fois instituée devient vite la règle. Aux yeux de la masse des travailleurs, l'Opposition ouvrière ne devait être rien d'autre qu'une parmi d'autres fractions qui se concurrençaient pour le contrôle de la classe ouvrière. Rappelons tout de même qu'Alexandra Kollontaï, éminente porte-parole de cette tendance, soutint la répression de l'insurrection des marins de Kronstadt, qui eut lieu pendant le déroulement du X^e congrès ⁹³.

Une partie importante des interventions de Lénine au X^e congrès est consacrée à la critique de l'Opposition ouvrière, qualifiée de « déviation syndicaliste » et, « jusqu'à un certain point semi-anarchiste » ⁹⁴. Lénine insiste particulièrement sur le caractère « anarchiste, petit-bourgeois » de cette opposition (le terme « anarchiste » chez Lénine est presque systématiquement suivi de « petit-bourgeois ») : « J'affirme qu'il existe un lien entre les idées, les mots d'ordre de cette contre-révolution petite-bourgeoise, anarchiste, et les mots d'ordre de l'«opposition ouvrière». » Lénine reproche à l'opposition ouvrière de ne pas comprendre « pourquoi la contre-révolution [...] prend une forme anarchiste » ⁹⁵ : « ... tous doivent savoir que la déviation syndicaliste est une déviation anarchiste et

⁹³ Il convient de réparer une injustice concernant la répression de l'insurrection de Kronstadt, habituellement attribuée au seul Trotski. Trotski n'assuma que le rôle officiel du responsable de la répression, mais c'est à Toukhatchevsky qu'échut le travail d'état-major et à Staline le sale boulot de liquidation effective du soulèvement, qui fit 14 000 morts chez les insurgés. Lénine et Trotski montraient de façon éclatante qu'ils choisissaient le pouvoir du parti *contre* le pouvoir des conseils, de la même façon que l'avaient fait les social-démocrates allemands Noske et Ebert le 9 novembre 1918 en écrasant les spartakistes. Ce n'est pas sans raison que Noske se vantait d'être le « Trotski allemand ».

⁹⁴ Rapport au X^e congrès, Œuvres complètes, tome 32, p. 184.

⁹⁵ *Ibid*, p. 202

que l'«opposition ouvrière» qui se retranche derrière le dos du prolétariat est un mouvement petit-bourgeois, anarchiste ⁹⁶. »

Ces camarades déclarent constituer une « opposition » au moment même de l'insurrection de Kronstadt, ce qui est une grave responsabilité, une violation de l'unité. Or, ces derniers temps, « au cours de réunions de sans-parti qui se sont tenues à Moscou, il est apparu manifestement qu'ils font de la démocratie et de la liberté des mots d'ordre tendant au renversement du pouvoir des Soviets » (*Comprendre* : « au renversement de la domination du parti »). Lénine reconnaît cependant qu'un grand nombre de représentants de l'Opposition ouvrière ont lutté contre ce mal, ont « combattu cet esprit contre-révolutionnaire petit-bourgeois ».

Curieusement, l'Opposition ouvrière semble récuser l'accusation léninienne de déviation syndicaliste et nombre de ses militants semblent faire reproche à Lénine d'user de ce qualificatif. « Pourquoi la camarade Kollontaï écrit-elle que je lance à la légère le mot “syndicalisme” ? » demande Lénine à ceux qui récuser cette accusation. Il cite la page 25 de la brochure de Kollontaï : « L'organisation de la gestion de l'économie nationale appartient au congrès des producteurs de Russie, groupés en syndicats de production qui élisent un organisme central dirigeant l'ensemble de l'économie nationale ⁹⁷. »

« Le syndicalisme confie la gestion des branches de l'industrie (“comités principaux et centres”) à la masse des ouvriers sans-parti, répartis dans les différentes productions, annulant de la sorte la nécessité du parti. (...) »

« Si les syndicats, c'est-à-dire pour les 9/10, les ouvriers sans parti, désignent (...) la direction de l'industrie, à quoi le parti sert-il ⁹⁸ ? »

A satiété, Lénine répète qu'il s'agit là « d'un mouvement petit-bourgeois, anarchiste » dont les thèses vont à l'encontre

⁹⁶ *Ibid*, p. 206.

⁹⁷ *Ibid*, p. 207.

⁹⁸ « La crise du parti », Œuvres complètes, tome 32, p. 43 et 44.

de la « résolution du II^e congrès de l'Internationale communiste sur le rôle dirigeant du parti communiste et l'exercice de la dictature du prolétariat. C'est du syndicalisme⁹⁹... » Or, « la dictature du prolétariat est impossible sans l'intermédiaire du parti communiste », ce qui est une manière à peine voilée de dire que la dictature du prolétariat équivaut à celle du parti...

L'avant-projet de résolution « sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre parti » commence ainsi :

« 1. Depuis quelques mois, une déviation syndicaliste et anarchiste s'est manifestement révélée dans les rangs du parti ; la lutte idéologique la plus résolue, l'épuration et l'assainissement du parti s'imposent.

« 2. Cette déviation a été provoquée d'une part par l'entrée au parti d'anciens mencheviks, ainsi que d'ouvriers et de paysans qui n'ont pas encore entièrement assimilé la doctrine communiste ; mais elle est due surtout à l'influence qu'exerce sur le prolétariat et le PCR l'élément petit-bourgeois exceptionnellement puissant dans notre pays, qui donne inévitablement naissance à des oscillations vers l'anarchisme... »

Cette optique révèle une mauvaise foi particulièrement évidente, dans la mesure où l'Opposition ouvrière était constituée d'éléments authentiquement prolétariens, ce que Lénine savait fort bien : « on ne saurait se tirer d'affaire comme le fait constamment le camarade Chliapnikov en invoquant son caractère authentiquement prolétarien¹⁰⁰. » L'une des critiques de l'Opposition ouvrière visait précisément l'entrée en masse des éléments opportunistes et petits-bourgeois dans le parti.

⁹⁹ *Ibid*, p. 270.

¹⁰⁰ *Ibid*, p. 206.

La résolution dénie toute légitimité à la référence au « paragraphe 5 » du programme du parti consacré au rôle des syndicats ¹⁰¹.

Les syndicalistes et les anarchistes, en préconisant d'élire « des organisateurs chargés de diriger l'économie nationale », nient le rôle dirigeant du parti : « Le rôle dirigeant, éducatif et organisateur du parti au sein des syndicats du prolétariat, et de ce dernier dans les masses laborieuses à demi petites-bourgeoises ou franchement petites-bourgeoises, est ainsi totalement éludé et éliminé ¹⁰². »

« Aussi les idées de l'«opposition ouvrière » et des éléments analogues sont-elles fausses, non seulement du point de vue théorique, elles sont l'expression pratique des flottements petits-bourgeois et anarchistes ; elles affaiblissent pratiquement les fermes principes directeurs du Parti communiste et aident pratiquement les ennemis de classe de la révolution prolétarienne. »

Aussi la résolution sur l'unité du parti énonce-t-elle en son point 6 que sont dissous « tous les groupes sans exception qui se sont constitués sur tel ou tel programme » et que la non-exécution de cette dissolution entraîne l'exclusion.

Toutes ces mesures furent approuvées à une écrasante majorité. Lorsque le congrès pan-russe du syndicat des

¹⁰¹ Pour rappel : le programme du VIII^e congrès du parti déclare, dans le « paragraphe 5 » de la « Section économique » que « l'appareil d'organisation de l'industrie socialisée doit être basé essentiellement sur les syndicats (...). Les syndicats qui, conformément aux lois de la République soviétique et à la pratique quotidienne, participent déjà aux tâches de tous les organes centraux et locaux de l'administration industrielle, doivent procéder à la concentration effective dans leurs propres mains de toute l'administration de l'économie dans son ensemble, considérée comme une seule unité économique (...). La participation des syndicats à la gestion économique et leur rôle, qui consiste à entraîner de larges masses dans ce travail, constitue également la meilleure méthode de lutte contre la bureaucratization de l'appareil économique. »

¹⁰² Œuvres complètes, tome 32, p. 258.

métallurgistes élu au mois de mai 1921 une direction qui ne convenait pas au comité central du parti, ce dernier nomma son propre comité à la tête du syndicat.

A l'évidence, la « dictature du prolétariat » est celle du parti qui l'exerce en son nom, sans mandat aucun sinon celui de l'affirmation auto-proclamée que seul le parti bolchevik représente les intérêts de la classe ouvrière, à un moment où la direction du parti elle-même reconnaît que les masses sont de plus en plus opposées au parti au pouvoir.

A l'évidence, encore, il apparaît que toute tentative, même relativement modeste comme fut celle de l'Opposition ouvrière, de retirer une parcelle de pouvoir pour la remettre à des instances plus représentatives de la classe ouvrière, est perçue comme une remise en cause de la dictature du prolétariat. La « dictature du prolétariat » est ainsi clairement définie comme l'antithèse de la souveraineté de la classe ouvrière, ce que Trotski, parlant de l'Opposition ouvrière, exprimera d'une manière extrêmement concise :

« Ils ont avancé des mots d'ordre dangereux. Ils ont transformé les principes démocratiques en fétiches. Ils ont placé le droit des ouvriers à élire leurs représentants au-dessus du parti. Comme si le parti n'avait pas le droit d'affirmer sa dictature, même si cette dictature entre momentanément en conflit avec l'humeur changeante de la démocratie ouvrière ¹⁰³ ! »

Lorsque vers la fin de 1921 Tomski abandonna les syndicalistes pour se rallier à Lénine, il tenta d'expliquer l'influence de l'Opposition ouvrière par la popularité des idées de démocratie industrielle et des idées anarcho-syndicalistes chez les métallurgistes, qui, rappelons-le, avaient constitué le fer de lance du mouvement des comités d'usine en 1917.

¹⁰³ Cité par Maurice Brinton, « Les bolcheviks et le contrôle ouvrier », *Autogestion et socialisme*, n° 24-25, 1973.

En Espagne, la propagande libertaire, depuis la création de la section espagnole de l'AIT, répétait inlassablement qu'au lendemain de la révolution il faudrait que les ouvriers et les paysans prennent en mains collectivement leurs outils de production et s'organisent pour les faire fonctionner à leur compte. L'organisation syndicale, par sa structuration *fonctionnelle* en fédérations d'industrie (par opposition à la structuration *idéologique* des partis), fournissait le cadre dans lequel l'organisation globale de la production pourrait s'effectuer. – l'Opposition ouvrière en Russie ne disait pas autre chose.

Conclusion

Les mots ont un sens et, en politique, ils ont souvent un contenu de classe. Si le marxisme est une « science » – ce que par ailleurs nous contestons – il convient de s'en tenir aux faits démontrés. L'application de la « dictature du prolétariat » a montré dans les faits à quoi elle conduisait. On aura beau avancer l'argument selon lequel les circonstances étaient particulières – en histoire elles le sont toujours – et qu'il y a eu une « dégénérescence » de la révolution en Russie, on aura du mal à évacuer l'idée que cette « dégénérescence » est peut-être précisément la conséquence de la vision qu'ont eue les communistes russes du pouvoir, donc de la « dictature du prolétariat. Nous sommes confirmés dans notre point de vue par le constat que dans *tous* les pays où un parti communiste a pris le pouvoir, la « dictature du prolétariat » a systématiquement conduit à la dictature *sur* le prolétariat.

La « dictature du prolétariat » est en fait une expression creuse dont le but est d'évacuer toute réflexion sur la question des institutions dans lesquelles s'exercera la souveraineté populaire pendant la période de transition au socialisme. Ces institutions ne sont pas des inventions à caractère utopique fondées sur les fantasmes ou les désirs, elles sont – du moins à l'état embryonnaire –, observables dans la société capitaliste. « Un programme politique, disait Bakounine, n'a de valeur que lorsque, sortant des généralités vagues, il

détermine bien précisément les institutions qu'il propose à la place de celles qu'il veut renverser ou réformer ».

juin 2009

Pouvoir, classe ouvrière et « dictature du prolétariat »	1
Un concept fluctuant.....	2
Marx et le pouvoir politique	29
Le congrès d'Erfurt.....	35
Lénine et la dictature du prolétariat.....	42
Le problème de la « transition ».....	46
« Révolutionnaires » et « chambardeurs ».....	55
« L'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée »	62
Libertaires et dictature du prolétariat.....	72
Russie 1920 : « L'Opposition ouvrière »	75
Conclusion	84